



# Rapport pour l'Avenir

Rapport Final Ready for Review 2019

Un projet CSPPS soutenant la participation de la société civile dans les pays fragiles et touchés par des conflits se soumettant à un Examen National Volontaire en 2019



**CIVIL SOCIETY  
PLATFORM**  
FOR PEACEBUILDING  
AND STATEBUILDING

## Remerciements

La CSPPS souhaiterait sincèrement remercier les partenaires avec lesquels la Plateforme a été amenée à travailler et à collaborer dans le cadre de cette première édition du Projet Ready for Review (R4R) en 2019 :

- L'Alliance Asiatique pour le Développement (ADA)
- Le siège international de Cordaid, basé à La Haye, et son Bureau national en Centrafrique,
- Le Bureau International de World Vision et leur bureau local en Centrafrique,
- Le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération de la République Centrafricaine,
- Le siège international du Programme des Nations Unies pour le Développement, basé à New York, ainsi que ses Bureaux nationaux en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, au Tchad, en Sierra Leone et au Timor Oriental
- Le Transparency, Accountability and Participation Network (Réseau TAP), et ses organisations membres et partenaires présentes en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, au Tchad, en Sierra Leone, au Nigéria, au Rwanda et au Timor Oriental
- Saferworld
- Le Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés (GPPAC)
- Coordination SUD
- Le Réseau FORUS
- Le Réseau Uni des Jeunes Bâtisseurs de Paix (UNOY)
- Et enfin, les représentants de la société civile locale qui constituent les Équipe-pays de la CSPPS, sans qui ce projet n'aurait pas pu voir le jour.

La CSPPS tient également à adresser ses remerciements au **Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française**, et à la **Direction Générale de la Coopération internationale et du développement de la Commission Européenne**, pour leur appui financier, et pour les portes qui nous ont été ouvertes dans les pays francophones afin que les organisations de la société civile membres des Équipes-Pays de notre Plateforme puissent rencontrer leurs délégations nationales.





CIVIL SOCIETY  
**PLATFORM**  
FOR PEACEBUILDING  
AND STATEBUILDING

# Rapport pour l'Avenir

## Rapport Final Ready for Review 2019

Un projet CSPPS soutenant la participation de la société civile dans les pays fragiles et touchés par des conflits se soumettant à un Examen National Volontaire en 2019

# Table des matières

Liste des acronymes et abréviations	5
<b>Rapport pour l'Avenir : Introduction</b>	<b>7</b>
<b>À propos de la CSPPS</b>	<b>8</b>
Qui sommes-nous, Ce que nous faisons, Notre stratégie	8
Ce qui nous démarque	9
Comment travaille la Plateforme	10
La CSPPS dans le monde en 2019	12
<b>Projet Ready for Review</b>	<b>14</b>
Informations contextuelles	14
Objectif et activités du projet	15
<b>Mise en œuvre du projet dans les pays francophones</b>	<b>16</b>
Expert-consultant : Profile et mission	17
Méthodologie des travaux en atelier	17
La République Centrafricaine	18
La Côte d'Ivoire	26
Le Tchad	38
Analyse : Perspective comparative	48
<b>Mise en œuvre du projet dans d'autres pays membres</b>	<b>50</b>
La Sierra Leone	50
Le Timor Oriental	51
Le Nigeria	51
<b>Le Forum Politique de Haut Niveau</b>	<b>52</b>
<b>Principaux enseignements tirés</b>	<b>56</b>
<b>Suivi post-2019</b>	<b>59</b>
À l'échelle nationale	59
À l'échelle internationale	60
<b>Conclusion</b>	<b>61</b>

# Liste des acronymes et des abréviations

AGNU	Assemblée générale des Nations unies
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CEPSEDA	Centre d'Études sur la Paix, la Sécurité et le Développement en Afrique
Cordaid	Catholic Organisation for Relief and Development Assistance
CSDEA	Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique
CSPPS	Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
DEVCO	Direction Générale de la Coopération internationale et du développement de la Commission européenne
ECOSOC	Conseil économique et social de l'ONU
FfD	Financement du Développement
FPHN	Forum politique de haut niveau
GERDDES	Groupe d'Études et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Économique et Social en Afrique
GPDEC	Partenariat Global pour la Coopération au Développement Efficace
GPPAC	Le Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés
IDH	Indice de Développement Humain
IDPS	Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat
INCAF	Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (OCDE)
IPI	Institut international pour la paix
ISC/SDG-CI	Initiative de la Société Civile pour les ODD en Côte d'ivoire
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française
ND	New Deal
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

PSG	Objectif de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat
RCA	République centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
R4R	Ready for Review
SC	Société Civile
TAP	Réseau pour la transparence, la responsabilité et la participation
VNR	Voluntary National Review
RNV	Rapport National Volontaire
ENV	Examen National Volontaire

# Un Rapport pour le Futur

## INTRODUCTION

Pour la première fois depuis le lancement de l'Agenda 2030 en 2015, les progrès réalisés dans le cadre de l'ODD16 ont fait l'objet d'un examen détaillé lors du Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable (HLPF) en juillet 2019. Avec le soutien du MEAE français et de l'UE/DEVCO, cela a incité la Plateforme de la Société Civile pour la Construction de la paix et le Renforcement de l'État (CSPPS) à mettre en œuvre son **projet "Ready for Review"**.

Le projet Ready for Review (R4R) est un projet CSPPS visant à soutenir l'engagement de la société civile dans les pays fragiles et touchés par des conflits (FCAS) participant aux examens nationaux volontaires (VNR) de 2019. Ready for Review a été construit autour des processus de dialogue politique qui se déroulent dans le cadre du Dialogue International sur la Construction de la Paix et le Renforcement de l'État (IDPS) - un partenariat dans lequel la CSPPS représente la société civile.

En se lançant dans ce projet, et en utilisant l'engagement existant dans les processus de dialogue politique, la CSPPS a cherché à assurer et à encourager l'inclusion, la participation et la contribution significatives des organisations de la société civile nationales et locales dans les processus de consultation, d'examen et de validation de l'ODD16 menés par le gouvernement.

En partenariat avec le réseau TAP, des partenaires de la société civile locale et d'autres activités ont été mises en œuvre dans un groupe de pays sélectionnés : Côte d'Ivoire, République centrafricaine, Tchad, Sierra Leone, Timor-Leste, Rwanda et Nigeria. Ce groupe de pays ciblés illustre la volonté de la CSPPS d'utiliser le partenariat existant tel que construit dans le contexte de l'IDPS tout en favorisant de nouvelles connexions en fournissant également un soutien aux pays non membre du G7+ (Rwanda et Nigeria) pour amplifier la voix de la société civile dans les processus politiques pertinents autour du VNR.

Le projet "Ready for Review" a été construit sur ces bases. Avec une formation au renforcement des capacités de la société civile dans des pays sélectionnés sur leur engagement stratégique et thématique dans les processus de VNR (jusqu'au HLPF2019 et au-delà). Le projet a soutenu une participation optimale de la société civile et une gouvernance inclusive dans le processus de dialogue afin d'œuvrer à un processus de VNR participatif et inclusif dans les pays du FCAS/G7+ qui se sont engagés à préparer un VNR dans la perspective du FPHN2019. Ce processus de dialogue s'est concentré sur l'ODD16 (sociétés pacifiques, justes et inclusives) et l'ODD17 (partenariats pour les objectifs), deux piliers essentiels sur lesquels les gouvernements nationaux et la société civile doivent s'appuyer pour traiter efficacement la prévention des conflits et la vulnérabilité. Le projet R4R a permis aux acteurs de la société civile, dans les pays concernés, de savoir ce que l'on attendait d'eux en termes de contribution au processus VNR et de les faire contribuer de manière significative aux processus pertinents menant à la révision.

Le rapport présenté ici donne un aperçu des activités menées dans le cadre du projet Ready for Review, en donnant des informations générales sur l'approche adoptée, en détaillant les objectifs et la méthodologie. Il décrit ensuite la mise en œuvre du projet dans le pays, en montrant les notes d'analyse et les leçons tirées de cette mise en œuvre. Un segment est ensuite ajouté où nous décrivons comment ces enseignements ont été mis en valeur et partagés dans le contexte du FPHN en 2019. Nous espérons que les enseignements tirés du rapport "Ready for Review" éclaireront les processus d'examen ultérieurs.

Les processus de consultation VNR tels qu'ils ont été lancés ont clairement fourni un point d'entrée stratégique pour un dialogue et une coordination continue autour des prochaines étapes de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable au niveau national. Une large participation de la société civile est essentielle pour assurer la localisation et la mise en œuvre inclusive des ODD. En favorisant l'inclusion, la participation et la contribution significatives des organisations nationales et locales de la société civile dans les processus de consultation, d'examen et de validation de l'ODD16 menés par les gouvernements, on garantit le suivi continu de l'avancement futur de l'Agenda 2030.

# À propos de la CSPPS

## NOTRE IDENTITÉ

- **NOTRE IDENTITÉ** : la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) est un réseau international dirigé par ses membres et composé d'acteurs de la société civile, de praticiens, d'experts et d'universitaires des pays du Sud et du Nord qui travaillent ensemble à la prévention des conflits et des crises, à la consolidation de la paix et au renforcement de l'État dans plus de 27 pays fragiles et touchés par un conflit.
- **NOTRE VISION** : à la CSPPS, nous nous efforçons de créer une collaboration internationale qui puisse apporter une paix durable et un développement inclusif pour tous.

## CE QUE NOUS FAISONS

- **NOTRE MISSION** : notre mission est de renforcer la voix et la capacité de la société à s'engager efficacement et à influencer la consolidation de la paix et le renforcement de l'État en tant que contribution essentielle à la prévention des crises et en faveur d'une paix durable et du développement pour tous.
- **NOTRE THÉORIE DU CHANGEMENT** : si nous façonnons et influençons les structures mondiales et nationales de manière qu'elles puissent faire face aux sources de conflits destructeurs et qu'elles renforcent la résilience, les pays et leurs citoyens seraient moins susceptibles de recourir à un conflit violent, car ils auraient les moyens de gérer leurs griefs et d'améliorer la qualité de leurs vies.

## ▪ NOS OBJECTIFS :

- Renforcer et élargir l'engagement et l'inclusion de la société civile dans la consolidation de la paix, le renforcement de l'État et la prévention des crises ;
- Influencer les politiques de prévention, de consolidation de la paix, de renforcement de l'État et de développement grâce à des valeurs de consolidation de la paix ;
- Façonner et imprégner le Dialogue international, les ODD et les processus humanitaires avec les valeurs de consolidation de la paix.

## NOTRE STRATÉGIE

- **RÉSEAU** : Nous soutenons les OSC locales et nationales basées dans des environnements fragiles qui souhaitent travailler ensemble sur un agenda commun et former une équipe nationale ou une plateforme pour s'organiser sous la bannière CSPPS afin de gagner en coordination, cohérence, efficacité et visibilité.
- **AMPLIFIER** : nous travaillons pour amplifier la voix de la société civile – à travers nos membres et par le biais des équipes de pays de la CSPPS – en lui donnant les moyens et les ressources nécessaires pour renforcer ses capacités afin qu'elle puisse identifier, participer et contribuer en tant qu'acteur à part entière dans les domaines de la formulation des politiques stratégiques et de la mise en œuvre.
- **LOBBY** : nous offrons à nos membres la possibilité d'assister à des forums et à des événements internationaux stratégiques pour représenter le point de vue de la société civile sur la Plateforme et exprimer les besoins et les aspirations de leurs constituantes et des populations locales.

## CE QUI NOUS DÉMARQUE

- **NOUS CONCENTRONS NOS EFFORTS SUR LES BESOINS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE LOCALE** : au cours des dernières années, les initiatives et programmes de consolidation de la paix et de renforcement de l'État ont apporté un soutien croissant aux organisations de la société civile, rappelant ainsi l'importance croissante de ces groupes dans la coopération pour le développement et reconnaissant leur rôle tant au niveau national qu'international. Il s'agit là d'une tendance particulièrement présente dans les sociétés en phase de transition. Une transition de sociétés en guerre à des sociétés pacifiques, justes et inclusives que nous soutenons pleinement et dont nous faisons partie.
- **NOUS RELIONS LE SUD ET LE NORD** : la CSPPS est un réseau composé d'organisations de la société civile (OSC), de praticiens, d'experts et d'universitaires aussi bien des pays du nord que du sud, et qui s'efforce dès lors de favoriser un dialogue permanent entre les deux sphères sur les tendances clés et émergentes et les questions politiques.
- **NOUS SOMMES PARTIE INTEGRANTE DE LA STRUCTURE UNIQUE DE L'IDPS** : la CSPPS fait partie d'une architecture plus vaste appelée Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS). Ce qui rend le Dialogue international unique dans son genre dans l'environnement actuel de la consolidation de la paix, c'est sa structure tripartite exclusive, qui permet de réunir autour de la table des représentants de gouvernements d'États fragiles, de donateurs internationaux et d'acteurs de la société civile. Le Dialogue international offre un espace formel au sein duquel la société civile peut exprimer ses préoccupations sur des aspects cruciaux et des questions brûlantes de l'agenda de la consolidation de la paix.
- **NOUS AGISSONS SUR L'ODD 16 + EN TRAVAILLANT SUR LES PRINCIPES DU NEW DEAL** : la CSPPS aborde le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sous l'angle de l'ODD 16. L'objectif de développement durable 16 fait référence à la paix, à la justice et à des institutions efficaces. Par ailleurs, il 16 est étroitement lié à un certain nombre d'autres objectifs, notamment l'objectif 5 (égalité entre les sexes), l'objectif 10 (réduction des inégalités) et l'objectif 13 (actions pour le climat). L'interdépendance entre ces objectifs et la nécessité de les aborder ensemble est décrite dans le terme général « ODD 16+ ». Les principes du New Deal (PSG, FOCUS et TRUST) guident les actions des membres de la CSPPS concernant l'ODD 16+. Il convient de noter qu'un certain nombre de ministères européens des Affaires étrangères ont soit fait référence aux principes du New Deal dans leurs documents d'orientation nationaux (France), soit incorporé ces principes dans leur approche de politique d'aide au développement international (Allemagne, Pays-Bas et Suisse).

# COMMENT TRAVAILLE LA PLATEFORME

## AU SEIN DU DIALOGUE INTERNATIONAL

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS – également appelée dans le présent rapport la Plateforme), coordonne et soutient la participation de la société civile au **Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS)**. L'IDPS est un partenariat inclusif qui facilite l'apprentissage conjoint, l'action et la responsabilité mutuelle pour soutenir une consolidation de la paix qui soit inclusive et efficace entre les donateurs (INCAF), les gouvernements des pays fragiles et touchés par un conflit (g7+) et la société civile (CSPPS). Le Réseau international pour les conflits et les situations de fragilité (INCAF) est un réseau unique composé des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) et des principales agences multilatérales travaillant dans des contextes touchés par la fragilité et les conflits. Le g7+ est une association volontaire de pays qui sont ou ont été touchés par un conflit et traversent actuellement une transition vers la prochaine étape de développement.

Ce partenariat tripartite inclusif a permis de négocier le *New Deal pour l'engagement dans les États fragiles*. Celui-ci vise à mettre fin aux solutions fragmentées en promouvant un cadre global pour une action cohérente qui a pour objectif d'aider les pays à sortir de la fragilité et des conflits. Les principes du New Deal (PSG, FOCUS et TRUST), qui guident les actions des trois groupes constitutifs de l'IDPS afin de relever les défis et de réaliser les objectifs liés à l'ODD 16 +, sont au cœur du New Deal.

## STRUCTURE INTERNE

À la base, notre réseau héberge des coalitions d'organisations de la société civile (OSC) au sein de pays du g7+ (ou non g7+), coordonnées au niveau national par une **organisation de points focaux (OPF)**. Dans le cadre de la CSPPS, les OPF fournissent des analyses, mènent des activités de plaidoyer, coordonnent des activités (renforcement des capacités, sensibilisation et diffusion auprès des médias) dans leur pays d'origine et aident les acteurs de la société civile à participer à des réunions convoquées par les parties prenantes des gouvernements et des donateurs

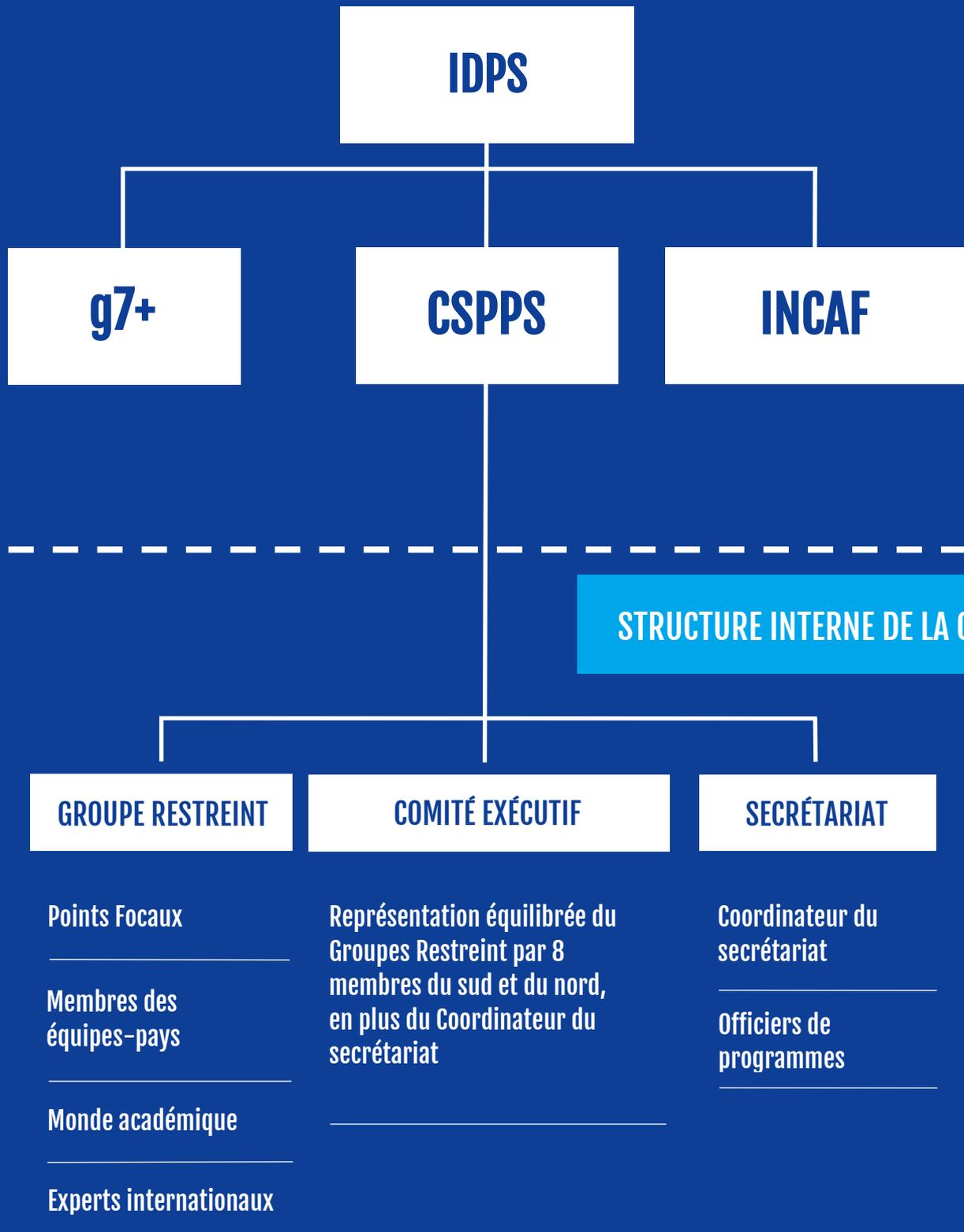
Le **Groupe de base** est le principal forum de la CSPPS où l'engagement et le leadership dans les processus de consolidation de la paix sont discutés et décidés. Le Groupe de base est composé de représentants désignés issus des OPF, de membres de la CSPPS et d'experts internationaux.

Le **Comité exécutif** élu fonctionne en tant que sous-ensemble des membres et assiste le Secrétariat dans la prise de décision au quotidien, donne des orientations et des avis sur les problèmes et les priorités de la Plateforme et examine l'utilisation des Budget de la CSPPS, entre autres responsabilités.

Le **Secrétariat** facilite le fonctionnement du Groupe de base et du Comité exécutif ainsi que la participation de la société civile aux événements IDPS. Il génère et diffuse des informations sur les activités de nos membres.

Ensemble, le Groupe de base, le Comité exécutif et le Secrétariat travaillent à amplifier la voix de la société civile, à renforcer le réseau de la société civile travaillant pour la consolidation de la paix et à faire en sorte que les membres et les représentants de la société civile soient inclus et participent en tant qu'acteurs et agents, plutôt que destinataires ou évaluateurs, au sein de l'IDPS et des instances de prise de décision liées à la consolidation de la paix. Ils œuvrent également pour que la société civile soit largement et significativement représentée dans les processus nationaux.

## LA CSPPS AU SEIN DU DIALOGUE INTERNATIONAL



## LA CSPPS DANS LE MONDE EN 2019

À la fin de l'année 2019, la CSPPS jouit d'une présence dans 19 des 20 pays du g7+ (officiellement reconnus comme étant en situation de fragilité), l'Afghanistan, le Burundi, le République centrafricaine, le Tchad, les Comores, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, le Liberia, Sao Tomé et Príncipe, le Sierra Leone, les Iles Salomon, le Timor Oriental, la Somalie, le Yémen, la Papouasie Nouvelle-Guinée, le Sud Soudan et le Togo, . Cette présence s'est manifestée sous forme d'équipes de pays, d'organisations points focal ou de contacts individuel.

De plus, la CSPPS est présente dans 8 pays non-membres du g7+ qui présentent des dimensions de fragilité similaires : le Cameroon, l'Inde, le Kenya, la Libye, le Népal, le Nigéria, le Sénégal, le Zimbabwe.

Enfin, la Plateforme comprend des membres d'ONG internationales issus de 8 pays du nord, à savoir l'Australie (Peacifica), la Belgique (SFCG), le Danemark (RIKO et Conducive Space for Peace), l'Allemagne (FriEnt et World Vision Intl) le Royaume-Uni (Integrity Action, Conciliation Ressources, Saferworld, International Alert), les États-Unis (Alliance for Peacebuilding, CDA, Intl Budget Partnership, SFCG, Interpeace), en Suisse (swisspeace) et les Pays-Bas (Cordaid, GPPAC, Oxfam Novib, UNOY, SEMA).

19

Équipes de pays  
d'OSC du g7+ et  
contacts  
individuels

11

Pays  
partenaires  
pour les ONG  
internationales

8

Équipes de pays  
d'OSC non  
membres du  
g7+ et contacts  
individuels



# Projet Ready for Review

## Informations contextuelles

**FPHN 2019** – Le Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) est la principale plate-forme des Nations Unies sur le développement durable. Il joue un rôle central dans le suivi et l'examen de l'Agenda du Développement Durable à l'horizon 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD) au niveau mondial. Il a lieu chaque année à New York en juillet.

**Processus RNV** – Le FPHN est une occasion pour les États membres de rendre compte de manière volontaire des progrès accomplis dans la mise en œuvre des ODD aux niveaux national et sous-national, par le biais d'un examen inclusif mené par le gouvernement, appelé Rapport National d'Examen Volontaire (RNV), ou *Voluntary National Review (VNR)* en anglais. Ces examens réguliers au FPHN se doivent d'être volontaires, menés par l'État, réalisés aussi bien par les pays développés que les pays en voie de développement, et impliquer de nombreuses parties prenantes, y compris la société civile. Les RNV visent à faciliter

le partage d'expériences, y compris les succès, les défis et les acquis, en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Les RNVs visent également à renforcer les politiques et les institutions des gouvernements et à mobiliser le soutien de nombreuses parties prenantes et à encourager les partenariats pour la mise en œuvre des ODD.

**L'enjeu de l'année 2019** – Le thème du FPHN en 2019 « Donner plus de pouvoir aux personnes et assurer l'égalité et l'ouverture à tous ». Pour la première fois depuis la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en 2015, l'ODD 16, parmi d'autres objectifs (à savoir les ODD 4, 8, 10, 13 et 17), a fait l'objet d'un examen détaillé en juillet 2019. L'ODD 16 cherche à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins de développement durable, à assurer l'accès de tous à la justice et à mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.



## OBJECTIF ET ACTIVITÉS DU PROJET

La CSPPS bénéficie de l'appui financier de la Direction générale du développement et de la coopération de la Commission Européenne (EU/DEVCO) pour mettre en œuvre son plan d'action 2018-2020, et ce de janvier 2019 au mois de décembre 2020.

**Extrait du rapport de l'UE sur les feuilles de route par pays pour l'engagement avec la société civile:** *“Le partenariat avec l'UE au niveau mondial et avec les délégations de l'UE dans les pays du FCAS en cours de révision a contribué à la mise en œuvre des feuilles de route nationales de l'UE pour l'engagement avec la société civile, en assurant la liaison et en travaillant directement avec les délégations de l'UE pour sauvegarder et renforcer le rôle de la société civile dans la prévention des conflits et le maintien de la paix au niveau du pays où le projet a été mené - et discuter de leur engagement dans le processus VNR en cours.”*

Le 1er janvier 2019, la CSPPS a démarré une collaboration d'un an avec le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français (MEAE) pour permettre à la CSPPS de poursuivre et d'étendre ses activités pour amplifier la voix de la société civile au sein du Dialogue International sur la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (IDPS), et d'aider à mettre en œuvre l'approche globale du Ministère pour traiter les crises et les contextes fragiles.

**Extrait du rapport français sur la prévention, la résilience et la paix durable (2018-2022) Une approche globale de la fragilisation des États et des sociétés** *“Le fait que le MEAE français ait pleinement adhéré aux cinq objectifs de consolidation de la paix et de construction de l'État du New Deal for Engagement in Fragile States et les ait placés au cœur même de sa nouvelle stratégie 2018 sur la réponse aux situations fragiles reflète l'engagement fort de la France en faveur de la consolidation de la paix, de la construction de l'État, de la gouvernance inclusive et démocratique, adopter une vision à long terme pour traiter les différentes dimensions de la fragilité, soutenir la résilience de l'État et de la société, s'attaquer aux causes profondes des conflits et de l'instabilité et offrir des possibilités aux jeunes et aux femmes, comme conditions préalables à la réalisation de l'agenda 2030, y compris l'ODD16+, dans des contextes fragiles et touchés par des conflits. Plus spécifiquement, avec le soutien du MEAE et d'EuropeAid, la CSPPS, par le biais de son projet "Ready for Review", cherche à garantir l'inclusion, la participation et la contribution significatives de la société civile dans les processus de VNR - en mettant l'accent sur le SDG 16+ - dans les pays sélectionnés, à savoir la Côte d'Ivoire, la République centrafricaine, le Tchad, la Sierra Leone, le Timor-Leste et le Nigeria.”*

Plus spécifiquement, avec l'appui du MEAE et de EuropeAid, la CSPPS cherche à garantir dans le cadre de son Projet Ready for Review l'inclusion, la participation et la contribution sérieuses de la société civile au cours des processus du RNV – en mettant l'accent sur l'ODD 16+ – dans les pays sélectionnés, à savoir la Côte d'Ivoire, la République Centrafricaine, le Tchad, la Sierra Leone, le Timor Oriental et le Nigéria. Depuis la soumission de la première proposition de projet au MEAE (en décembre 2018), et conformément aux derniers développements survenus depuis janvier 2019, la CSPPS a légèrement modifié les activités proposées afin de délivrer une approche plus pertinente, efficace et adaptée aux contextes nationaux au sein desquels les OSCs que nous soutenons opèrent. L'objectif global demeure le même: *renforcer la voix et la capacité de la société civile à s'engager et à influencer la consolidation de la paix et le renforcement de l'État en tant que contribution essentielle à la prévention des crises et conflits, et au maintien d'une paix et d'un développement durables pour tous.*

Au niveau du Secrétariat en Europe, l'appui fourni aidera la Plateforme à mettre en œuvre son plan de travail et à établir des contacts avec des ONG françaises (Coordination SUD et FORUS) et les sections concernées du MEAE (AFD, CIV, Expertise France) pour étudier les possibilités de collaboration. Au sein des pays sélectionnés, cela permettra à la CSPPS d'assurer, avec l'aide du Réseau TAP, et dans la mesure du possible en fonction du contexte politique, l'inclusion, la participation et la contribution sérieuses des OSC nationales et locales (notamment à travers la sensibilisation ciblée des organisations de la jeunesse et des femmes) au cours des différentes étapes de consultation et de validation du processus de RNV en Côte d'Ivoire, en République Centrafricaine, au Tchad, en Sierra Leone et au Timor-Leste par le biais d'ateliers d'orientation et de sensibilisation dans un premier temps, et d'ateliers de développement des capacités dans un deuxième temps. CSPPS a élargi sa collaboration avec le Réseau TAP au Nigeria et au Rwanda. Enfin, pendant et après le FPHN, la CSPPS organise un échange entre pairs afin de se pencher sur les expériences et les acquis des OSC qui auront été impliquées dans le processus du RNV de cette année.



## MISE EN ŒUVRE DU PROJET READY FOR REVIEW DANS LES PAYS FRANCOPHONES : RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, CÔTE D'IVOIRE & TCHAD

Aspect phare du projet Ready for Review, le Secrétariat de la CSPPS s'est engagé à organiser, avec l'appui financier du MEAE, et en coordination avec ses points focaux et des partenaires locaux, des ateliers de renforcement des capacités à l'endroit des acteurs de la société civile locaux dans trois pays cibles : la République Centrafricaine, la Côte d'Ivoire et le Tchad.

### Objectif

L'objectif derrière ces ateliers est, dans la mesure du possible en fonction du contexte politique, de garantir l'inclusion, la participation et la contribution pertinentes des OSC locales et nationales (notamment à travers la sensibilisation ciblée des organisations de la jeunesse et des femmes) au cours des différentes étapes de consultation et de validation du processus de Rapport d'Examen National Volontaire (ENV) sur les ODD par le biais d'ateliers d'orientation, de sensibilisation et de développement des capacités.

La participation inclusive de la société civile au sein de ce processus de consultation mené par le gouvernement est essentiel non seulement comme exercice de démocratie et de bonne gouvernance dans des pays qui présentent de nombreuses dimensions de fragilité, mais également pour que la société civile puisse contribuer de façon

qualitative au rapport national sur les ODD préparé par le gouvernement, en particulier sur deux objectifs en particulier : l'ODD16 (des sociétés pacifiques, justes et inclusives) et l'ODD17 (partenariats au service de la réalisation des ODD), tous deux des piliers essentiels sur lesquels reposent les efforts des gouvernements nationaux et de la société civile pour traiter de façon efficace et durable la prévention des conflits et les facteurs de vulnérabilité.

### Résultats

Avec l'appui méthodologique procuré par l'expert-consultant d'ADIN (voir page suivante), et en coordination avec ses membres et partenaires locaux et internationaux, la CSPPS a pu mener avec succès les ateliers prévus, renforcer les capacités de la société civile locale, capturer et compiler leurs recommandations et messages clés, et assurer leur inclusion et participation au processus de consultation d'ENV dans leur pays respectif.

En plus des trois pays francophones ciblés à l'origine, la CSPPS a également contribué, avec l'appui financier procuré par la Commission Européenne, à des ateliers similaires conduits par son partenaire, le Réseau TAP, dans trois autres pays où la Plateforme est également présente : le Nigéria, la Sierra Leone et le Timor Oriental.

## Expert-consultant : Profile et mission



Recommandé par le Réseau TAP, CSPPS a recruté les services de Mr **Martin Tsounkeu**, Représentant généra.ADIN est spécialisé dans le développement, la réduction de la pauvreté et la protection des droits

des personnes dans un environnement sûr. ONG accréditée auprès de l'ONU dans le processus de financement du développement (FfD), ADIN détient également un statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) depuis 2011. L'ONG travaille en étroite collaboration avec le PNUD et la Fondation du Commonwealth sur les questions liées au financement du développement et à l'évaluation des progrès réalisés par l'Afrique dans la réalisation des ODD. D'avril au mois de juin 2019, la mission de Mr Tsounkeu, dans le cadre du projet Ready for Review, fut (a) d'appuyer le Secrétariat dans la conception d'une méthodologie d'atelier consultatif (outils de collecte de données, programme, etc.), (b) d'organiser et faciliter des ateliers consultatifs sur les ODD dans le cadre du processus VNR dans trois pays cibles : en Côte d'Ivoire, en République Centrafricaine et au Tchad, et (c) de remettre au Secrétariat un rapport comparatif contenant son analyse critique des principaux enjeux, enseignements tirés et recommandations pour les OSC consultées dans le cadre de la première édition du projet Ready for Review.

## Méthodologie des travaux en atelier

La méthodologie de consultation élaborée par l'expert-consultant d'ADIN et le chargé de programme CSPPS fut souvent qualifiée de « peu orthodoxe » par les participants des ateliers. En

effet, la méthodologie employée cherchait délibérément à faire en sorte que les participants pose un regard critique sur la mise en œuvre des ODD dans leur contexte national, plutôt que de s'essayer à un simple exercice de restitution.

Dans cette optique, il a été demandé aux représentants d'OSC locales de réfléchir aux enjeux des ODD dans leur contexte national respectif à partir de trois perspectives différentes, et donc en trois étapes :

- (1) Premièrement, d'un point de vue individuel : en se basant sur leur travail quotidien sur le terrain sein de leur organisation (avec comme document de travail d'appui un Questionnaire individuel)
- (2) Deuxièmement, d'un point de vue collectif : au sein d'un groupe de travail sur un des six ODD examiné en détail cette année au FPHN 2019 (avec comme support de travail une Fiche collective) ;
- (3) Enfin, troisièmement, d'un point de vue unifié : en rédigeant, compilant et commentant des recommandations et des messages clés adressés à un nombre de parties prenantes spécifiques.



## Contexte

La République centrafricaine (RCA) est entrée en guerre civile en 2012. Malgré l'accord de paix signé en février 2018 entre le gouvernement et divers groupes rebelles, le pays est toujours confronté à de graves problèmes de sécurité. Si Bangui est actuellement relativement épargnée par les violents affrontements armés, l'anarchie, la criminalité et l'absence d'état de droit sont encore fortement répandues dans le reste du pays. En dehors de la capitale, de sa banlieue et de quelques provinces sous l'autorité du gouvernement, on estime que les groupes rebelles armés contrôlent pas moins de 70% du territoire national. L'Autorité nationale des élections (ANE) a fixé le premier tour des élections présidentielles au 27 décembre 2020.

## Premier pas : Atelier de sensibilisation et d'orientation

La CSPPS est présente en Centrafrique à travers son équipe-pays basée à Bangui, la capitale, dont l'organisation point focale est le Groupe d'Études et de Recherches sur la Démocratie et le Développement Économique et Social en Afrique



(GERDDES), représenté par Mr Eloi Kouzoundji. CORDAID y est également présent et travaille dans sept préfectures.

Dès le mois de janvier 2019, CSPPS et CORDAID ont travaillé ensemble sur un premier atelier de sensibilisation et d'orientation sur la réduction de l'espace civique et l'Examen National Volontaire (VNR), rassemblant une vingtaine de partenaires locaux de la société civile de CORDAID et de CSPPS. L'atelier a eu lieu les 26-27 février. Il a permis un partage d'informations et une mise à niveau des connaissances sur le processus de consultation VNR, souvent mal compris et qui souffre d'un réel manque de communication et de vulgarisation.

Par arrêté n°029 du 15 octobre 2018 du Premier Ministre, un Comité National de suivi de la Mise en Œuvre des ODD fut mis sur pied afin de démarrer le travail de contextualisation et de domestication des cibles et indicateurs des ODD, qui sert de base au rapport national de la RCA sur les ODD. La présidence en est assurée par le Ministère du Plan.

Ce Comité est organisé autour de quatre piliers – gouvernance, économie, social et environnement – et regroupe des représentants de divers parties prenantes : gouvernement, parlement, organisations de la société civile (OSC), secteur privé, institutions universitaires, et, enfin, partenaires techniques et financiers (PTF).

Sur les quatre représentants de la société civile assis à la table de ce Comité, trois d’entre eux font également partie de l’équipe-pays CSPPS. La CSPPS, de par son implication et sa participation aux travaux du Comité, a fait profiter de son expérience et connaissance acquises en la matière aux autres membres de la société civile présents lors de l’atelier du 26-27 février. À travers l’Évaluation Rapide Intégrée (RIA) dans le cadre du processus de contextualisation et de priorisation des cibles et indicateurs des ODD en RCA, le Comité était en mesure de situer le degré d’alignement moyen du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) sur les ODD à environ 50%, et de prioriser 38 cibles des ODD pour le rétablissement de la paix et du développement en RCA.

En plus de cette introduction au processus ENV, aux enjeux du FPHN de l’année 2019, et aux travaux du Comité sur les ODD présidé par le Ministère du Plan, les membres de la société civile se sont également livrés à un exercice de production de recommandations politiques et de messages clés adressés aux autorités publiques et aux partenaires techniques et financiers (PTF) sur la question de l’espace civique en RCA. L’angle de la réduction de l’espace civique a été privilégié pour rédiger des propositions concrètes et afin de contextualiser les défis rencontrés en RCA pour l’ODD 16, paix et justice.

## Mai : Atelier de consultation

À la suite de ce premier atelier de sensibilisation et d’orientation organisé en février, les acteurs des OSC ont tenu un atelier le 7 mai 2019 dans la salle de conférence de l’AGETIP-CAF à Bangui pour formuler des contributions et recommandations plus élaborées pour partager la perspective de la société civile dans le cadre du processus de consultation inclusif et participatif de l’Examen National Volontaire (ENV) établi par le Système des

Nations Unies pour tout pays souhaitant présenter son Rapport d’ENV au FPHN, et ce avec l’appui du Gouvernement, à travers la Coordination Nationale de suivi de la mise en œuvre des ODD, et de la CSPPS, Cordaid, et World Vision.

Plus spécifiquement, pour les OSC, il s’agissait de : (i) se mobiliser et de renforcer les capacités de leurs acteurs aux enjeux et défis du FPHN et du processus de l’ENV ; (ii) formuler des contributions pertinentes par objectif de développement durable retenu afin de les intégrer au rapport de l’ENV en cours de finalisation ; et enfin (iii) retenir des recommandations par acteurs pour le suivi de l’Agenda 2030.

L’atelier, animé par Martin Tsounkeu, représentant général d’ADIN et expert facilitateur référé par le Réseau TAP et la CSPPS, s’est tenu sur une journée et a connu la participation de 45 personnes. Le déroulement peut être scindé en deux parties : (1) un éclairage sur les processus des examens nationaux volontaires et le Forum Politique de Haut Niveau ; (2) les travaux en commission.



Une fois les travaux en commission aboutis, et la présentation des fiches de groupe en plénière réalisée, deux types de contribution furent retenues par l’ensemble des participants de l’atelier : des formulations de contribution par ODD retenu et des recommandations consolidées par acteur. Les formulations et recommandations des OSC centrafricaines en matière d’ODD sont consultables dans les pages suivantes.

# 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

### Défis

Besoin accru de paix, de sécurité durable et de justice pour tous

Besoin d'avoir accès aux services sociaux de base et aux moyens de production

### Recommandations

#### Au gouvernement et au parlement

- Implication de toute la société civile dans le processus de promotion la paix durable et de la cohésion sociale
- Mettre en place un moyen permanent de collecter les données fiables pour les ODD pour faciliter une évaluation fiable du progrès au plan national
- Mise en application de l'accord de paix tout en respectant les principes de la justice et la réconciliation nationale
- Mise en place des institutions prévues par la constitution en impliquant toute les couches de la population (décentralisation)
- Application de la bonne gouvernance dans toutes les institutions et la lutte contre la corruption dans les services publics

#### Aux partenaires techniques et financiers

- Mettre à disposition un appui financier et technique régulier

#### À la société civile

- Sensibilisation et plaidoyer de la population en général sur les ODD et le changement de mentalités

\* Il convient de préciser que dans le cadre de ces consultations, les représentants de la société civile se sont prononcés sur l'ensemble des ODD examinés en détail cette année, au total au nombre de six : ODD 4, 8, 10, 13, 16, et 17. L'ensemble des contributions et recommandations par ODD sont disponibles dans le rapport complet de l'atelier.

# 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.

## Défis

Faiblesse d'intervention des OSC dû à :	La faible décentralisation des structures de l'Etat sur le territoire
La fragilité économique et financière du pays	Le faible appui des partenaires
La faible organisation structurelle des OSC	La méconnaissance des ODD17 et de l'Agenda 2030
L'insécurité permanente	La faible coordination des OSC

## Recommandations

### Au gouvernement et au parlement

- Rétablir de la sécurité sur toute l'étendue du territoire
- Assurer la présence effective des services de l'Etat sur tout le territoire
- Procurer des appuis institutionnels et financiers aux OSC

### À la société civile

- S'approprier l'ODD17 et l'Agenda 2030
- Renforcer les capacités organisationnelles des OSC
- Renforcer la coordination des OSC

### Aux partenaires techniques et financiers

- Allocation de ressources financières conséquentes aux OSC
- Procurer un appui technique aux OSC

### Au secteur privé

- S'approprier les ODD et l'Agenda 2030
- Renforcer le partenariat avec les OSC

## Analyse de l'expert-consultant :

# Ce qui ressort des consultations en République Centrafricaine



### Principaux défis

- Faible sensibilisation des populations sur les ODD.
- Faible implication des OSC et des communautés à la base dans le processus VNR.
- Faible collaboration entre les OSC.
- Problème d'infrastructures routière et scolaire.
- Insécurité sur toute l'étendue du territoire.
- Insuffisance dans la qualité des enseignants.



### Recommandations

- Créer et harmoniser une coordination nationale des plateformes des OSC.
- Allouer des ressources financières et techniques conséquentes aux OSC.
- Construire, réhabiliter et équiper les infrastructures scolaires appropriées de qualité notamment d'enseignement secondaires, techniques et d'alphabétisation sur toute l'étendue de la RCA.
- Assurer un appui financier, technique et matériel continu du système éducatif basé sur les résultats et améliorer la qualité des enseignants.
- Informer et sensibiliser la population en général sur les ODD.
- Davantage impliquer les communautés à la base dans le processus de mise en œuvre et d'évaluation des ODD.
- Créer des opportunités d'entrepreneuriat pour les jeunes afin de palier le problème du chômage.
- Mettre en application l'accord de paix en désarmant obligatoirement, dans le respect des principes de justice et de réconciliation nationale.
- Valider le Plan d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques.
- Développer les infrastructures routières en impliquant chaque communauté par les comités de gestion.
- Appliquer la bonne gouvernance dans toutes les institutions et lutter contre la corruption dans les services publics.



### Principal enseignement tiré

La **communication** entre les acteurs de la société civile et les populations à la base est essentielle pour permettre aux communautés de s'approprier les ODD et s'impliquer plus activement.

## Points forts de l'activité



### **La sensibilisation et le partage d'informations : secret de la mobilisation**

Sur le plan programmatique, il est évident que le premier atelier de sensibilisation et d'orientation réalisé à Bangui en février a porté ses fruits auprès de la société civile en termes de sensibilisation sur les ODD, mais également en termes de prise de conscience de l'opportunité que représente l'ENV pour que la société civile puisse se faire entendre sur les enjeux nationaux liés au développement, à la paix et à la sécurité. Le partage d'informations et la vulgarisation des travaux du Comité et du processus ENV ont sécurisés une mobilisation importante de la société civile pour l'atelier de consultation du mois de mai.



### **La coordination des efforts entre OSC locales, ONG intl. et le gouvernement**

Les rencontres réalisées sur place par le représentant CSPPS et des acteurs locaux (équipe-pays CSPPS), gouvernementaux (Ministère du Plan) et internationaux (CORDAID, PNUD, délégation de l'UE, et ambassade de France) ont permis une coordination des efforts, un partage d'informations, et ont permis de démontrer une volonté manifeste des acteurs nationaux de s'approprier et de travailler ensemble sur cet agenda. Par exemple, l'échange eu avec le Ministère du Plan a vu la CSPPS se mettre en contact avec World Vision (Centrafrique) pour discuter d'une coordination du type d'appui à procurer l'atelier de consultation en mai.

## Points à améliorer



### **Le manque de temps pour conduire l'atelier de consultation**

Le temps imparti pour l'exécution de l'atelier de consultation de mai n'était pas suffisant. Ceci a impacté sur la formulation peu rigoureuse des résultats obtenus par ODD. L'atelier ayant duré assez tard, le nombre de participants de 45 personnes au début s'est progressivement réduit jusqu'à 22 personnes à la fin de la journée. Il convient de préciser que l'atelier de consultation était à la base prévu pour le mois d'avril, et qu'il devait se dérouler sur deux journées, et non pas une seule. Seulement, dû à des problèmes encourus pour obtenir l'appui d'un expert-facilitateur dans des délais très courts, l'atelier a été repoussé au mois de mai. À cela s'est ajouté le défi de trouver une date pour tenir cet atelier au cours d'une période particulièrement chargée pour le gouvernement qui consolidait ses données pour l'ENV.



### **Pas de mécanisme de suivi mis en place**

Cette première contrainte n'a également pas permis la mise en place d'un mécanisme de suivi des résultats obtenus. De ce fait, il serait souhaitable que le processus de visibilité de l'ENV intègre une activité de consolidation et de suivi des résultats de cet atelier. Il est aussi souhaitable d'anticiper le processus de vulgarisation de l'ENV de la RCA après juillet 2019. Cette activité pourrait être une des composantes du programme du mécanisme de suivi à mettre en place.

## République Centrafricaine : le projet R4R en quelques chiffres



Au total, 45 OSC locales auront été rassemblées aux cours des ateliers pour formuler ensemble la perspective de la société civile sur les progrès réalisés par l'Etat sur six ODD, y compris l'ODD 16.



Sur les 4 représentants de la société civile sélectionnés en juillet 2018 pour faire partie des travaux du Comité National du Suivi de la Mise en Œuvre des ODD, 3 sont issus des rangs de l'équipe-pays CSPPS.

### Un mot de notre équipe-pays CSPPS : Défis et perspectives pour la société civile

Le grand défi que devront relever les OSC en RCA dans le processus d'appropriation des ODD et de leur mise en œuvre au-delà du FPHN sera sans nul doute le renforcement de leur capacité technique et financière. S'il est vrai que la société civile est largement représentée à 30% dans le Comité de Coordination de mise en œuvre des ODD, cette représentativité ne sera durable et efficace que si les capacités techniques des OSC à l'intérieur et en-dehors de ce comité sont fortement renforcées, y compris au niveau des communautés de base, pour mieux comprendre et s'approprier des ODD et passer à des actions de mise en œuvre.

Par ailleurs, la mise en œuvre des ODD suppose la mise en pratique des actions concrètes sur le terrain et surtout au niveau local afin de passer des concepts théoriques à une mise en œuvre effective et visible des ODD. Ceci implique que les OSC disposent de moyens financiers conséquents pour la réalisation de ces activités. Le mécanisme de consolidation des acquis, de suivi des résultats et de vulgarisation du processus lié à l'ENV devrait accorder une attention particulière à ce défi central.

**Eloi Kouzoundji**

Point focal CSPPS en RCA | GERDDES



**Le grand défi que devront relever les OSC en RCA dans le processus d'appropriation des ODD et de leur mise en œuvre au-delà du FPHN sera sans nul doute le renforcement de leur capacité technique et financière. (...) Le mécanisme de consolidation des acquis, de suivi des résultats et de vulgarisation du processus lié à l'ENV devrait accorder une attention particulière à ce défi central.**

- Eloi Kouzoundji -

Point focal CSPPS en RCA

# CÔTE D'IVOIRE

ABIDJAN

## CONTEXTE

La Côte d'Ivoire enregistre une performance économique forte de plus de 9% entre 2012-2017 mais est néanmoins confrontée à d'énormes besoins sociaux traduits par une pauvreté élevée (46,3% en 2015) et un indice de développement humain (IDH) faible. Les défis liés à la préservation de son couvert forestier, climatique et de son cadre de vie, restent des chantiers prioritaires du gouvernement. Sur le plan sécuritaire, le pays qui sort d'une longue crise (1999-2011), a pu résolument rétablir l'autorité de l'État et des Institutions républicaines sur l'ensemble du territoire. Pourtant, alors que le pays se prépare à un nouveau tour de scrutin l'année prochaine, prévu pour octobre 2020, la paix et les progrès des huit dernières années pourraient être compromis. Les mêmes échecs de gouvernance et de réforme qui ont provoqué la première crise électorale ivoirienne pourraient conduire à une deuxième crise. C'est dans ce climat pré-électoral incertain que la société civile ivoirienne dans le cadre du projet Ready for Review a été amenée à se prononcer sur des enjeux cruciaux liés à l'ODD 16, tels que la paix, la bonne gouvernance et le dialogue social.

## Partenariats et proactivité de la société civile ivoirienne

La CSPPS est présente en Côte d'Ivoire à travers son équipe-pays dont l'organisation point focale est le Forum National sur la Dette et la Pauvreté (FNDP), représenté en la personne de Mr Diakalia Ouattara, expert en coopération au développement.

À la suite de téléconférences avec le Bureau central du PNUD à New York dès le mois de janvier, le Secrétariat de la CSPPS fut mis en contact avec Mr El-Alassane Baguia, Spécialiste de programme de l'Unité économique, stratégique et politique du Bureau du PNUD en Côte d'Ivoire. Par la suite, Mr Baguia a mis CSPPS en relation avec Mme Rachel Gogoua, Présidente de l'Initiative de la Société Civile pour les ODD en Côte d'Ivoire (ISC/ODD-CI). Si bien qu'à partir du mois de février, après les premiers échanges de présentation et de mise en commun d'informations, un partenariat fut noué entre le Bureau du PNUD en Côte d'Ivoire, ISC/ODD-CI, le FNDP et le Secrétariat de la CSPPS

pour travailler en coordination, développer des termes de références et pour mener à bien des activités de consultations de la société civile ivoirienne en amont du FPHN.

La société civile ivoirienne qui n'est pas en marge des processus de développement au niveau national, joue un grand rôle dans les processus de dialogue, de mise en œuvre, de suivi-évaluation et de reddition de compte de l'action publique. En témoigne notamment la mise en place officielle en octobre 2017 de la plateforme ISC/ODD-CI, afin que la société civile puisse accompagner et participer aux activités des ministères du plan et du développement ; de l'environnement et du développement durable. Selon le communiqué adopté en conseil des ministres (CCM) du 06 juin 2018, 83% des cibles des ODD sont pris en compte dans les politiques nationale et sectorielle sur les

105 cibles de mise en œuvre, tandis qu'après les travaux de priorisation, 40 cibles ont été retenues comme prioritaires pour la Côte d'Ivoire. La revue des 230 indicateurs des ODD, qui a porté sur la période 2014-2017, a permis de renseigner 101 indicateurs, soit 44%, à partir de sources d'enquêtes et administrative.

En attente de la feuille de route du gouvernement concernant les consultations nationales sur les ODD, les partenaires décidèrent d'agir de façon proactive et de lancer les consultations de la société civile ivoirienne.

## D'Abidjan à Bouaké : Amener les consultations dans l'intérieur des terres

Les efforts des partenaires se sont concentrés sur deux villes en Côte d'Ivoire : Abidjan et Bouaké. Après un premier atelier d'information et de communication des OSC sur les ODD organisé par ISC/ODD-CI le 8 mars qui visait à appeler à une mobilisation active et effective de toutes les parties prenantes pour la réussite du rapport d'examen de la Côte d'Ivoire, le lancement des ateliers et leur objectif fut dévoilé au grand public à l'occasion d'une conférence de presse organisée par ISC/ODD-CI le 24 avril. Des visites de courtoisie furent organisées auprès du Système des Nations Unies en Côte d'Ivoire, du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, et



du Directeur de Cabinet du Ministre du Plan et du Développement.

Poumon économique du pays, en plus d'accueillir un grand nombre d'OSC nationales et locales, la ville d'Abidjan fut la première étape du processus de consultation VNR. L'atelier d'Abidjan, tenu les 26-27 avril, a rassemblé environ 50 OSC. Des observateurs gouvernementaux se sont joints à l'atelier pour représenter leurs ministères respectifs et intervenir occasionnellement dans les échanges des groupes de travaux de la société civile.

Organiser le deuxième atelier à Bouaké, du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai fut stratégique dans la mesure où cela permit d'amener le processus de consultation aux OSC basées à l'intérieur des terres. La dimension symbolique que revêt ce choix est également importante. En effet, la ville renaît des cendres de son passé de bastion rebelle, qui remonte à la crise ivoirienne de 2010-2011. 55 OSC, provenant de 30 localités différentes, ont été consultées à l'occasion de l'atelier de Bouaké.

Pour les deux ateliers de consultation, de façon spécifique, il s'est agi de : sensibiliser les OSC sur les ODD ; d'approfondir la réflexion sur les enjeux et défis des ODD et l'implication des acteurs de la société civile ; d'apprécier le niveau de responsabilisation des différents groupes d'acteurs et leurs spécificités dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ; de faciliter l'appropriation des ODD retenus pour le FPHN à New York en juillet 2019 ; et, enfin, de recueillir les recommandations pour une mise en œuvre efficace des ODD par les OSC et le gouvernement.



# 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

### Défis

Accès pour tous à la justice

Renforcement de la sécurité des personnes et des biens

Le dialogue social entre le gouvernement et autres acteurs (syndicats, partis d'opposition, etc.)

Cohésion sociale, de par le fait que la question de l'insécurité ne soit toujours pas résolue

### Recommandations

#### Au gouvernement et institutions

- Réduire dans le pays toutes les formes de violence et les taux de mortalités qui y sont associés
- Réduire la corruption et la pratique des pots de vin sous toute leur forme
- Mettre en place des institutions efficaces responsables et transparentes à tous les niveaux en promouvant la réforme des institutions et l'accès à une justice impartiale
- Favoriser l'approche genre dans la mise en œuvre des programmes de Réforme du Secteur Sécuritaire (RSS) qui est un outil de prévention des tensions et des conflits communautaires

#### Aux partenaires techniques et financiers

- Mettre à disposition des organisations des experts juristes et des droits de l'homme pour des formations et séminaires dans l'outillage des organisations de la société civile
- Créer des lois qui vont encourager les pays les moins avancés

#### Aux collectivités territoriales décentralisées

- Prévoir des formations sur le droit aux forces de l'ordre

\* Il convient de préciser que dans le cadre de ces consultations, les représentants de la société civile se sont prononcés sur l'ensemble des ODD examinés en détail cette année, au total au nombre de six : ODD 4, 8, 10, 13, 16, et 17. L'ensemble des contributions et recommandations par ODD sont disponibles dans le rapport complet de l'atelier.

# 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.

## Défis

### Faiblesse d'intervention des OSC dû à :

Faible communication autour des ODD

Faible connaissance sur les ODD et les mécanismes liés à leur mise en œuvre par la société civile

Faible synergie d'action entre les OSC et entre les OSC et les autres acteurs (gouvernement, secteur privé, et collectivités locales)

Faible appropriation et faible mise en œuvre des ODD en dépit des engagements internationaux ratifiés par le gouvernement

## Recommandations

### Au gouvernement et institutions

- Poursuivre la prise en compte des ODD et leur mise en œuvre dans le PND
- Internaliser le partenariat mondial
- Prendre en compte les objectifs de consolidation de la paix et du renforcement de l'État (PSG)

### À la société civile

- Mettre en adéquation leurs activités et les ODD pour mieux les appréhender

### Aux partenaires techniques et financiers

- Faciliter la collaboration entre les acteurs étatiques et non-étatiques pour la mise en œuvre, la promotion et la vulgarisation des ODD

### Au monde académique

- Élaborer des curricula de formation qui intègrent les ODD aux fins d'universaliser les connaissances des apprenants face aux défis mondiaux

### Au secteur privé

- Étendre leur action sur l'appropriation de tous les ODD et ne pas se limiter aux seuls qui les concernent aux fins de bien intégrer l'idée de satisfaire le bien-être économique et social des populations

# 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

### Défis

Enjeux liés à la réconciliation, la cohésion nationale, et l'éducation à la culture de la paix

La bonne gouvernance, la bonne répartition des ressources et le renforcement des capacités du personnel du système judiciaire

### Recommandations

#### Au gouvernement et institutions

- Insérer dans les manuels scolaires la culture de la paix, et ce du préscolaire au supérieur
- Répartir de manière équitable des ressources de l'État en tenant compte des spécificités
- Renforcer les institutions qui luttent contre la corruption et font la promotion de la bonne gouvernance
- Renforcer les capacités des personnels judiciaires et de sécurité (magistrats, greffiers, gardes pénitencier, policiers, et gendarmes) sur l'éthique professionnelle
- Voter une loi portant sur le statut juridique des OSC

#### Aux partenaires techniques et financiers

- Accompagner financièrement la mise en œuvre du programme scolaire et la recherche de la culture de la paix
- Accompagner financièrement et techniquement ou appuyer les initiatives des OSC et des Etats visant la bonne gouvernance, l'accès à la justice
- Renforcer les capacités des OSC sur les ODD pour une meilleure appropriation

#### À la société civile

- Veiller et faire le suivi-évaluation de la mise en œuvre des politiques de paix, de justice et de bonne gouvernance (contrôle citoyen)
- Faire une large diffusion des rapports ou conclusions des travaux de la société civile
- Renforcer les capacités des acteurs sur l'appropriation des ODD en vue d'un meilleur suivi

#### Au monde académique

- Créer une unité de recherche en crisologie, conflitologie, polémologie

#### Au secteur privé

- Élaborer des curricula de formation et de renforcement de capacités à l'intention des travailleurs du privé
- Dénoncer toutes les tentatives de corruptions proposées par des acteurs étatiques

#### Aux collectivités territoriales décentralisées

- Faire du monitoring de la mise en œuvre effective des programmes scolaires et universitaires à la culture de la paix
- Veiller à la bonne gestion des ressources mises à la disposition des populations
- Impliquer effectivement les OSC dans les consultations et prises de décision lors des sessions des conseils municipaux et régionaux

\* Il convient de préciser que dans le cadre de ces consultations, les représentants de la société civile se sont prononcés sur l'ensemble des ODD examinés en détail cette année, au total au nombre de six : ODD 4, 8, 10, 13, 16, et 17. L'ensemble des contributions et recommandations par ODD sont disponibles dans le rapport complet de l'atelier.

## 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



**Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.**

### Défis

La connaissance moyenne et sectorielle des ODD par les OSC, ce qui implique un manque de synergie entre OSC

Le non-arrimage du contexte local aux plans communaux et régionaux

### Recommandations

#### Au gouvernement

- Réduire les coûts d'obtention des titres et certificats fonciers
- Établir sur l'étendue du territoire la sécurité alimentaire, des biens et des personnes
- Investir dans la construction et / ou le reprofilage des routes rurales

#### À la société civile

- S'approprier le partenariat mondial et le vulgariser auprès des populations
- Qu'ISC/ODD-CI attribue une attention particulière aux personnes en situation de handicap, aux personnes de troisième âge et aux organisations luttant pour les droits des femmes dans le cadre des prochains ateliers

#### Aux collectivités territoriales

- Investir dans la construction et / ou le reprofilage des routes rurales
- Impliquer les régions dans le processus VNR

## Recommandations des observateurs gouvernementaux

Comme mentionné plus haut, il convient de relever comme fait intéressant pour les ateliers la présence d'observateurs gouvernementaux provenant des ministères concernés par les ODD examinés (l'éducation, les droits des femmes, la planification économique, le développement durable, etc.) pour assister aux échanges de la société civile. Au cours des ateliers, ces observateurs gouvernementaux se sont regroupés entre eux pour comparer les perspectives de leur ministère respectif sur le rôle de la société civile pour contribuer à la mise en œuvre des ODD. Voici, en guise de contribution inattendue – mais indéniablement bienvenue –, les observations relevées et les recommandations dressées par ces observateurs gouvernementaux :

### Recommandations

#### À l'endroit des OSC

- Inviter les OSC intervenants sur les ODD à une synergie d'action
- Inviter les faitières des OSC à faire la vulgarisation auprès de leurs membres des comptes rendus des ateliers auxquels ils prennent part dans le cadre des ODD
- Renforcer les capacités des OSC sur les ODD

#### À l'endroit des partenaires techniques et financiers

- Inviter les partenaires techniques et financiers à se mobiliser pour appuyer les actions des OSC sur les ODD

#### À l'endroit des collectivités territoriales et décentralisées

- Intensifier les partenariats entre les OSC et collectivités territoriales pour la mise en œuvre des ODD

## Photos des ateliers d'Abidjan et de Bouaké



# Analyse de l'expert-consultant :

## Ce qui ressort des consultations en Côte d'Ivoire



### Principaux défis

- Insuffisance de communication sur les ODD.
- Faible connaissance des ODD et des mécanismes liés à leur mise en œuvre par la société civile.
- Faible synergie d'action entre les OSC et entre les OSC et les autres acteurs (gouvernement, secteur privé).
- Faible appropriation et faible mise en œuvre des ODD en dépit des engagements internationaux ratifiés par le gouvernement.



### Recommandations

- Créer une structure de coordination de la mise en œuvre des ODD.
- Renforcer les capacités des OSC et des communautés sur les ODD en vue de leur appropriation et de la facilitation de leur implémentation.
- Mobiliser des ressources pour la mise en œuvre des ODD.
- Traduire chaque ODD en programme d'action.
- Élaborer un plan national de la mise en œuvre des ODD.
- Renforcer les partenariats nationaux, régionaux et internationaux.
- Adapter la communication sur les ODD aux réalités locales et aux spécificités des cibles (handicap physique sensori-moteur).
- Renforcer et rendre formel le cadre de collaboration entre les acteurs à travers l'élaboration d'une politique inclusive.



### Principal enseignement tiré

La société civile est une force qui peut, en s'appuyant sur sa **proactivité**, positivement influencer l'action du gouvernement dans la mise en œuvre des ODD. La **coordination** de ses actions en mutualisant les moyens peut améliorer ses prises d'initiatives et ses performances.

## Points forts de l'activité



### La sensibilisation et le partage d'informations : secret de la mobilisation

Sur le plan programmatique, il paraît évident que la séance de sensibilisation à l'endroit de la société civile au mois de mars fut une première étape indispensable de vulgarisation du processus VNR qui permit par la suite de susciter un intérêt et de mobiliser au moment des consultations un grand nombre d'OSC.



### La coordination des efforts

Les téléconférences entre le QG du PNUD à New York et ses bureaux nationaux auxquelles la CSPPS fut invitée à prendre part fut un atout considérable pour permettre une coordination optimale des efforts entrepris au niveau national dans le cadre du processus VNR. Très tôt dans l'année, les contacts entre partenaires en devenir furent établis, une feuille de route pour les ateliers fut rédigée en concertation entre partenaires, et les rôles et responsabilités des partenaires furent répartis afin d'assurer la synergie des efforts : le PNUD fournit un appui matériel et avança les fonds pour couvrir l'aspect logistique des ateliers ; le FNDP et ISC/ODD se chargèrent de mobiliser les acteurs de la société civile, et la CSPPS recruta un expert consultant et mis au point avec lui le programme des ateliers en plus de la méthodologie des consultations.



### La présence et la contribution des observateurs gouvernementaux

Les observateurs issus des ministères du gouvernement ont joués plusieurs rôles au cours des ateliers d'Abidjan et de Bouaké : premièrement, un rôle d'observateur ; deuxièmement, un rôle de rapporteur, tant auprès de leurs collègues issus d'autres ministères et présents lors des ateliers qu'auprès de leur ministère respectif, pour informer ce dernier des travaux entrepris par la société civile ivoirienne. Si les observateurs gouvernementaux en ont appelés à une synergie d'action à l'endroit de la société civile, ils ont également pris conscience du manque de coordination sur la question des ODD entre leurs ministères respectifs.



### Amener les consultations dans plusieurs régions du pays

Indéniablement, ce qui démarque les activités de consultation en Côte d'Ivoire de celles entreprises en RCA et au Tchad, c'est qu'elles n'ont pas été limitées à une ville ou région. En plus d'enrichir la perspective et les recommandations de la société civile sur les ODD, amener le processus de consultation d'Abidjan à Bouaké a permis de capturer et de comparer les différents résultats et perspectives des deux régions.

## Points à améliorer



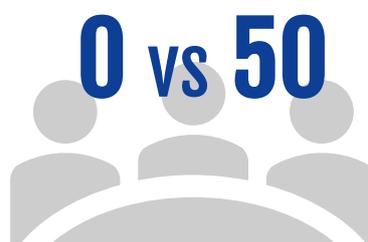
### Inclusion

Au terme des consultations des OSC à Abidjan et Bouaké, l'on note un engouement et une motivation affirmés des participants et autorités locales à contribuer à la mise en œuvre des ODD en Côte d'Ivoire. En revanche, des participants ont relevé le manque de représentation de certaines couches de la population lors des consultations. Par exemple, à Bouaké, bien que des chefs traditionnels furent représentés, certains ont toutefois relevé la sous-représentation des femmes et des personnes touchées par un handicap physique.

## Côte d'Ivoire : le projet R4R en quelques chiffres



Au total, ce sont **105** OSC locales qui auront été consultées aux cours des ateliers pour formuler ensemble la perspective de la société civile sur les progrès réalisés par l'Etat sur six ODD, dont l'ODD 16.



**50%** des OSC sondées à Bouaké estiment le **degré d'inclusion** de la société civile au processus VNR comme ayant été relativement **faible**, contre **0%** pour les OSC d'Abidjan. Ces premières souhaitent donc que les consultations se poursuivent en région.

## Un mot du comité d'organisation des ateliers : Défis et perspectives pour la société civile

« *La manche est dans la cognée, la cognée est dans la manche* » : l'interdépendance et la coresponsabilité de l'État et des parties prenantes est le gage des progrès dans la mise en œuvre des ODD. La coordination nationale multipartite est la voie de réalisation des ODD.

**Rachel Gogoua**

**Présidente de OSC/ODD-CI**

---

Un adage dit : « *Quand on a pour ami un singe, le fruit mûr dont on a besoin ne peut en aucun cas rester sur l'arbre* ». En effet, la société civile en général, et CSPPS, en particulier, a démontré à travers les consultations d'Abidjan et de Bouaké, son savoir-faire, son expertise, son expérience, son talent et surtout prouvé qu'elle est une structure qui compte et sur qui on peut compter.

Premières du genre en Côte d'Ivoire depuis l'avènement des ODD, les consultations dans le cadre du VNR de 2019 ont été de véritables creusets au sein desquels se sont retrouvées toutes les parties prenantes pour la partage et la mutualisation des connaissances, des savoirs et des expériences aussi innovantes soient-elles. Grâce à une méthodologie originale déployée par CSPPS, la société civile a pu non seulement capter des expériences fort enrichissantes mais aussi décliner les défis et perspectives pour l'atteinte de l'horizon 2030.

En dépit des avancées notables enregistrées, les ODD ne sont pas suffisamment connus de tous et de toutes, ce qui pose le défi de l'appropriation. Il est ressorti dans les consultations que les OSC travaillent par fragmentation, ce qui rend les actions moins visibles et inefficaces. Il faut alors une synergie et une complémentarité pour éviter les déperditions. La communication reste le tendon d'Achille, ce qui laisse croire que les OSC ne mettent pas en œuvre les ODD. La recherche de l'efficacité et de l'efficience dans les actions doit guider les OSC dans l'atteint de l'horizon 2030. Ce qui nécessite de mesures d'accompagnement conséquentes en plus de la volonté affichée par les OSC de faire des ODD leur leit motiv.

La consolidation de la paix et de la cohésion sociale représente des denrées très précieuses pour la Côte d'Ivoire qui a connu une grave crise même si elle tente d'en sortir. Cependant les échéances électorales de 2020 suscitent de grosses frayeurs, inquiétudes et beaucoup d'interrogations, d'où l'accélération d'actions vigoureuses dans la mise en œuvre de l'ODD 16 s'impose avec acquitté. Une hirondelle ne saurait à elle seule faire le printemps, c'est pourquoi à mi-chemin de l'horizon 2030, nous en appelons à la mobilisation, à l'engagement et à la détermination de tous et de toutes, pour la réalisation des ODD en Côte d'Ivoire. A chacun et à chacune son ODD ; à tous et à toutes les 17 ODD.

## Diakalia Ouattara

Point Focal CSPPS en Côte d'Ivoire | FNDP

---



“

**Premières du genre en Côte d'Ivoire depuis l'avènement des ODD, les consultations dans le cadre du VNR de 2019 ont été de véritables creusets au sein desquels se sont retrouvées toutes les parties prenantes pour le partage et la mutualisation des connaissances, des savoirs et des expériences aussi innovantes soient-elles.**

- Diakalia Ouattara -

Point focal CSPPS en Côte d'Ivoire

# TCHAD

## CONTEXTE

Pays sahélien enclavé d'Afrique centrale, le Tchad est aux prises avec des problèmes de sécurité liés aux conflits dans les pays voisins ainsi qu'aux effets des changements climatiques, qui aggravent la désertification et l'assèchement du lac Tchad. Cette quasi-permanence de conflits a déstructuré le tissu social mais aussi impacté son développement. L'économie du Tchad demeure fragile et vulnérable à des risques considérables, tels que la volatilité des prix du pétrole et l'insécurité régionale. Depuis 2010, l'accord de paix avec le Soudan a permis de restaurer la paix à l'Est du pays. Le Président Idriss Deby Itno et son parti, le Mouvement patriotique du salut, ont dominé la politique tchadienne depuis leur accession au pouvoir en décembre 1990. La nouvelle constitution, promulguée en 2018, permet au Président de se présenter pour deux mandats consécutifs supplémentaires de six ans lorsque son mandat actuel prendra fin en 2021. C'est dans ce contexte qu'un échantillon de la société civile tchadienne travaillant sur l'éducation, la question du genre, des inégalités, des enjeux climatiques, et de la paix s'est réuni à N'Djamena pour faire valoir son expérience et ses recommandations pour l'accélération de la mise en œuvre des ODD au Tchad.

## Mobilisation de la société civile

La CSPPS est présente en Côte d'Ivoire à travers son équipe-pays dont l'organisation point focale est le Centre d'Études sur la Paix, la Sécurité et le Développement en Afrique (CEPSEDA), représenté par son directeur, Mr Mouldjide Ngarygam, expert en culture de la paix et en coopération au développement.

De janvier à juin, le Secrétariat de la CSPPS a été en contact avec le bureau national du PNUD de N'Djamena pour rester informé de l'avancement des travaux de recherche et d'alignement des consultants du PNUD au sujet du PND 2017-2021 du gouvernement tchadien et de la mise en œuvre des ODD. À partir du mois de février, le Secrétariat de la CSPPS a organisé des échanges réguliers avec son point focal, et a d'ailleurs permis à ce dernier de rencontrer la personne de contact du PNUD en amont de l'atelier de consultation organisé en juin, pour échanger sur la meilleure marche à suivre afin

d'assurer une coordination des efforts entre l'expertise au niveau des données du PNUD et l'examen qualitatif de la société civile.

Les organisations de la société civile jouent un rôle important dans le processus de consolidation de la paix, car elles développent des actions de promotion des droits humains ainsi que de la culture de la paix. En outre, la société civile a participé à l'élaboration du PND, cadre programmatique des actions de développement dans lequel les ODD et la vision 2030 du pays sont affirmés et pris en compte.

Cet atelier a constitué une opportunité doublement importante pour la société civile tchadienne. Premièrement, il s'agissait d'amplifier la voix de la société civile dans les processus politiques pertinents concernant le RNV. Les efforts visent également à soutenir le rôle de la société civile dans l'appui à la mise en œuvre des

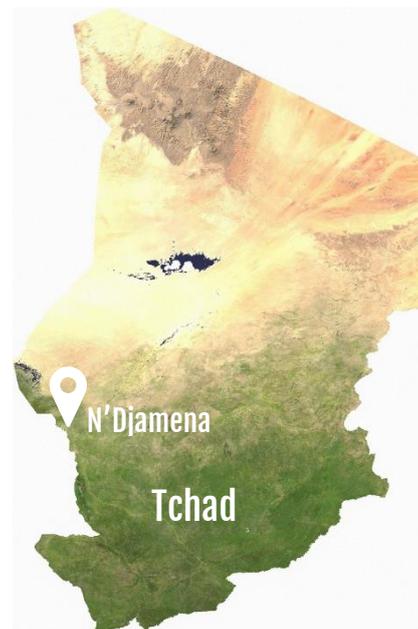
ODD et à participer au suivi de ses progrès. Deuxièmement, l'atelier a servi de lieu d'orientation et de discussions sur la manière dont la société civile tchadienne posait une réflexion sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Tchad, et a ainsi permis de faire le point sur les opportunités ainsi que les défis à venir. L'atelier a rassemblé au total 38 représentants de la société civile tchadienne.

## Intervention de la société civile siégeant au Comité de Suivi des ODD

Fait marquant de l'atelier de N'Djamena, à la demande des participants, les représentants de la société civile, ainsi que le représentant du Ministère du Plan, qui siègent au sein du Comité National Multisectoriel de Suivi (CNMS) des ODD ont été invités à donner une session d'information sur le processus de validation du rapport national du Tchad sur le RNV. En plus du partage d'informations hautement pertinentes pour les acteurs de la société civile présents et ne faisant pas partie de ce Comité, cela a également permis d'avoir un débat engagé sur le travail du Comité, notamment sur la question de la communication des informations. Les points forts de cette session d'information ont été retranscrits plus loin dans ce chapitre.

## Rencontre avec le PNUD et la délégation de l'Union Européenne

En marge de l'atelier, le Secrétariat et le point focal au Tchad de la CSPPS ont eu l'occasion de rencontrer et de discuter avec d'une part, la Représentante des Résidents et le Chargé d'Affaires Économiques du PNUD au Tchad, et d'autre part, le Chef de la Coopération et les Chargés de Gouvernance et des Relations avec la Société Civile de la délégation de l'Union Européenne.



# 16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

### Défis

Accroissement de la pauvreté

Changements climatiques

Sécurité

Cohésion sociale, vivre-ensemble et bonne gouvernance

### Recommandations

#### Au gouvernement

- Tout mettre en œuvre pour que la population ait confiance en la justice, car trop souvent elle est complexe et partielle dans ses procédures
- Réduire la corruption et la pratique des pots de vin en nommant des personnes intègres et compétentes à la tête des institutions de l'État
- Valoriser la contribution des OSC à travers un partenariat actif

#### Aux partenaires techniques et financiers

- Contribuer au renforcement des capacités institutionnelles et techniques des OSC
- Contribuer à la mise en place d'un cadre de concertation spécifique à l'ODD 16

#### Aux collectivités territoriales décentralisées

- Associer les OSC dans le processus du développement local (PDL)
- S'approprier les textes sur les droits humains fondamentaux et l'administration décentralisée

#### À la société civile

- Promouvoir le dialogue intra-OSC et la concertation avec les acteurs étatiques
- Améliorer la gouvernance interne
- Renforcer l'assistance juridique et judiciaire aux populations vulnérables
- Mettre en place un cadre de concertation spécifique à l'ODD 16

#### Au monde académique

- Capitaliser les méthodes et techniques de résolution des conflits
- Intégrer dans le programme de formation des modules sur :
  - (a) Les méthodes et techniques de résolution des conflits
  - (b) Les principes de bonne gouvernance

\* Il convient de préciser que dans le cadre de ces consultations, les représentants de la société civile se sont prononcés sur l'ensemble des ODD examinés en détail cette année, au total au nombre de six : ODD 4, 8, 10, 13, 16, et 17. L'ensemble des contributions et recommandations par ODD sont disponibles dans le rapport complet de l'atelier.

## 17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



**Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser.**

### Défis

#### Faiblesse d'intervention des OSC dû à :

Faiblesse du financement des PTF concernant la mise en œuvre des ODD

Manque de communication autour des ODD, et par conséquent manque d'appropriation par la SC

### Recommandations

#### Au gouvernement

- Renforcer la coordination nationale de mise en œuvre des ODD
- Mettre en place et former les points focaux dans toutes les provinces
- Vulgariser le rapport national du Tchad sur les ODD
- Renforcer les capacités du Comité technique interministériel et du Comité national de suivi des ODD en impliquant la société civile
- Élaborer et vulgariser une stratégie nationale sur le genre à l'horizon 2030

#### À la société civile

- Soutenir la coordinatrice d'APFAT comme ambassadrice des ODD
- Vulgariser, plaider et mettre en œuvre des ODD
- Mettre en place un comité régional de suivi des ODD par l'UICN à travers son point focal ADHET au Tchad

#### Aux partenaires techniques et financiers

- Accompagner la société civile dans la mise en œuvre des ODD
- Financer les activités en rapports avec les ODD

# Analyse de l'expert-consultant :

## Ce qui ressort des consultations au Tchad



### Principaux défis

- Faible implication de la société civile au processus national des ODD y compris la préparation du rapport RNV.
- La question de la crise économique est très souvent utilisée par le gouvernement comme un prétexte pour ne pas engager les actions nécessaires.
- Sérieux problème de communication sur les ODD.
- Faible sensibilisation des populations sur les ODD.
- Manque de statistiques fiables.
- Problème de coordination de la mise en œuvre des ODD, y compris au sein de la société civile elle-même.



### Recommandations

- Appliquer les dispositions de la Constitutions relatives à la gratuité de l'école y compris les enfants en situation de handicap.
- Poursuivre la formation et le recrutement des enseignants du primaire et du secondaire.
- Mise en œuvre des politiques publiques par le gouvernement qui permettent de créer des emplois jeunes.
- Implication des OSC dans l'élaboration et le suivi des politiques publiques y compris en matière de création d'emploi.
- Mener des études sur les impacts de mise en œuvre des ODD.
- La gestion intégrée des ressources en eau pour assurer un accès équitable.
- Alléger les procédures de justice.
- Mise place d'un cadre de concertation spécifique sur les ODD en particulier l'Objectif 16.
- Valoriser la contribution des OSC à travers un partenariat actif.
- Nommer des personnes intègres et compétentes à la tête des institutions de l'Etat.
- Renforcer les capacités du Comité national de suivi des ODD en impliquant la société civile, avec une meilleure coordination.
- Mise en place de comités régionaux de suivi des ODD et former des Points Focaux à cet effet.
- Vulgariser le Rapport National sur les ODD.
- Renforcer les capacités des OSC pour la mise en œuvre et le suivi des ODD, y compris en matière de financement.
- Impliquer les CTD dans l'élaboration de leurs plans de développement communaux.
- Organiser des campagnes de sensibilisation et d'information de masse sur les ODD.
- Associer les OSC dans le processus du développement local (PDL).
- Participation des opérateurs économiques à la modernisation de l'agriculture et élevage par l'investissement dans ces secteurs
- S'approprier les textes sur les droits humains fondamentaux et l'administration décentralisée.
- Coordination et synergie d'action entre les OSC.
- Communiquer avec toutes les parties prenantes sur la mise en œuvre des ODD et les opportunités d'emplois.
- Elaboration des rapports alternatifs pour mesurer le degré de mise en œuvre des ODD.

- Renforcer l'assistance juridique et judiciaire aux populations vulnérables.
- Soutenir la coordinatrice d'AFPAT comme ambassadrice des ODD.
- Appliquer la bonne gouvernance dans toutes les institutions et lutter contre la corruption dans les services publics.
- Insérer les ODD dans le programme de l'enseignement à tous les niveaux.

## Principal enseignement tiré

Une meilleure coordination des actions d'une société civile plus proactive peut permettre de mieux utiliser les espaces officiellement offerts, pour capitaliser les nombreux acquis et véritablement influencer la mise en œuvre des ODD.

## Photos de l'atelier de N'Djamena



## Points forts de l'activité



### La présence à l'atelier des membres du Comité de Suivi des ODD

Indéniablement, la participation des représentants de la société civile siégeant au sein du Comité National Multisectoriel de Suivi (CNMS) des ODD fut bienvenue. Dans la cadre d'une séance d'information organisée de façon impromptue au cours de l'atelier pour éclairer les participants de la teneur et des résultats des travaux des membres du Comité de Suivi, les échanges qui s'en suivirent entre membres du Comité et participants ont permis de révéler un certain nombre d'enjeux et disfonctionnements : le manque de retour de l'information vers la base, le problème sérieux de coordination et de visibilité au niveau de la société civile tchadienne, le problème de la capitalisation des efforts de la société civile, le manque de données statistiques provenant de sources nationales fiables, la question de la responsabilité, etc.

## Points à améliorer



### Communication et partage d'informations

Au terme de la consultation de N'Djamena, l'on note un engouement et une motivation affirmés des participants et autorités locales à contribuer à la mise en œuvre des ODD au Tchad. En revanche, on regrette le manque de retour et de partage d'informations entre l'échantillon de la société civile inclus au sein du Comité de Suivi des ODD (trois personnes en tout) et l'écrasante majorité des représentants de la société civile qui n'y siègent pas. Il aurait été aisé de palier au manque d'informations qui a fait défaut à certains participants en organisant en amont de l'atelier de consultation une séance de sensibilisation sur la question des ODD et l'enjeu du FPHN de 2019.



### Manque de coordination en comparaison avec les autres ateliers

Les téléconférences entre le QG du PNUD à New York et ses bureaux nationaux auxquelles la CSPPS fut invitée à prendre part ont constitués en général dans le cadre du projet Ready for Review un atout pour permettre une coordination des efforts entre différentes parties prenantes. Force est de constater toutefois que la coordination n'a pas été optimale dans le cas du Tchad, en grande partie à cause des difficultés de connexion qui ont empêchés un contact régulier avec les parties prenantes locaux. Si bien qu'il fut révélé trop tard que l'atelier de validation du rapport du gouvernement sur les ODD aurait lieu la même semaine que l'atelier de consultation sur les ODD à l'endroit de la société civile. Cela a compliqué l'incorporation des recommandations de la société dans le rapport du gouvernement.

## Tchad : le projet R4R en un chiffre



### Un mot de notre équipe-pays CSPPS : Défis et perspectives pour la société civile

La consultation de la société civile sur le processus RNV au Tchad marque sans nul doute une étape importante dans sa mobilisation pour la participation à la mise en œuvre et au suivi des ODD. Les acteurs de la société ont manifesté sans cesse durant les deux jours de travaux, leur volonté à jouer un rôle de premier plan dans le suivi des engagements du Tchad en matière de développement durable.

Pour ce faire, une feuille de route a été élaborée pour structurer cet engagement mais aussi assurer une large diffusion du processus et des ODD auprès des parties prenantes et des populations à saisir les enjeux des ODD pour une appropriation et adhésion aux actions du gouvernement, des PTF ainsi que de la société civile. C'est ainsi que les résultats de l'atelier ont été largement diffusés dans les médias publics et privés. La Radio nationale et les radios privés ont diffusés les résultats de l'atelier lors de leurs journaux. De même que deux organes de la presse écrite ont fait des encadrés à l'intérieur de leur parution. Le rapport fut aussi par la suite diffusé sur le site des organisations participantes à l'atelier.

Plusieurs leçons ont été tirées du processus d'évaluation national volontaire au Tchad :

- (a) Le processus RNV a révélé un déficit d'information au sein de la société civile. S'il a été admis que l'élaboration de l'ENV est basée sur une approche participative et l'implication des différentes parties prenantes, notamment la société civile, les représentants de la société civile à l'atelier déclarent n'être pas informés ni consultés pour apporter leurs contributions.
- (b) L'alignement des ODD sur la « Vision 2030, le Tchad que nous voulons », déclinée en trois Plans Nationaux de Développement (PND) dont le 1<sup>er</sup> couvrant la période 2017-2021, offre des opportunités de participation de la société civile à la mise en œuvre et au suivi des ODD au Tchad. L'approche « faire faire » développée par le gouvernement pour la réalisation du PND ouvre des fenêtres de possibilités aux organisations de la société civile de contribuer à l'atteinte des ODD. Mais cela requiert une meilleure structuration et la mobilisation de l'expertise avérée de la société civile en vue de compétir avec les autres acteurs.
- (c) La volonté exprimée par la société civile de s'impliquer dans le suivi de la mise en œuvre des ODD. Aux termes des travaux et à l'analyse des enjeux de développement durable, les organisations de la société civile ont marqué leur intérêt à se mobiliser autour des ODD en vue de jouer un rôle de premier plan pour la défense des droits des populations à aspirer à leur bien-être et du suivi des engagements de l'Etat en matière du développement durable. En effet, la mise en œuvre des ODD fait ressortir un certain nombre d'enjeux et de défis auxquels le pays est confronté et qui constituent pour la société civile des points d'attention nécessitant des actions adaptées. Il s'agit de l'accroissement de la pauvreté, du financement des ODD, de sécurité, des changements climatiques, des questions de cohésion sociale et du vivre ensemble et de la bonne gouvernance (élection, redevabilité, décentralisation etc.). Une attention particulière devra être accordée aux questions de la jeunesse, des questions qui constituent une bombe à retardement si on n'y prend pas garde. La jeunesse (c-à-d les citoyens âgés de moins de 25 ans) représente plus de 60% de la population et devient par cette entrefaite une donnée structurante pour toute action de développement. La laisser de côté constituerait un risque de non atteinte des ODD, puisque tout est fait pour elle.
- (d) La nécessité de renforcer l'établissement d'une société paisible, juste et inclusive pour assurer la mise en œuvre cohérente des ODD au Tchad. Le Tchad évolue dans un contexte national et régional sécuritaire qui lui impacte sur sa stabilité et la cohésion sociale. Pour ce faire, il importe de développer des initiatives visant à renforcer les liens et les institutions en vue de garantir leur pérennité. Les organisations de la société civile se proposent de construire des dynamiques qui contribueraient à développer la capacité de résilience des populations et des institutions à résister aux chocs. Il importe pour la société civile d'engager le dialogue avec les pouvoirs et les partenaires pour soutenir et ou susciter des réformes nécessaires à la préservation de la paix.

**Mouldjide Ngarygam**

**Point focal CSPPS au Tchad | CEPSEDA**

---



**Une attention particulière devra être accordée aux questions de la jeunesse, questions qui constituent une bombe à retardement si on n’y prend pas garde. La jeunesse représente plus de 60% de la population et devient par cette entrefaite une donnée structurante pour toute action de développement. La laisser de côté constituerait un risque de non atteinte des ODD, puisque tout est fait pour elle.**

- Mouldjide Ngarygam -

Point focal CSPPS au Tchad

## Analyse de l'expert-consultant :

### Perspective comparative – Centrafrique, Côte d'Ivoire et Tchad

Sur la base des résultats des quatre ateliers, l'on peut tenter une comparaison de la situation de la mise en œuvre des ODD, tel que perçue par la société civile dans les trois pays, en termes de sensibilisation, de niveau d'implication et d'appropriation communautaire.

#### Niveau de sensibilisation sur les ODD

Le niveau de sensibilisation sur les ODD et sur leur mise en œuvre est relativement faible dans les trois pays, pour les mêmes raisons pratiquement, notamment un déficit d'actions de communication sur les ODD au niveau national, doublé de capacités insuffisantes de la société civile. Cette insuffisance des capacités est nuancée d'un pays à l'autre, en étroite relation avec le contexte socio-politique et le degré de fragilité. Tandis qu'en Côte d'Ivoire le conflit direct semble lointain avec un climat social stable en apparence, en République Centrafricaine le conflit et les menaces à la paix sont présents, avec un climat social visiblement tendu. Au Tchad, par contre, le conflit direct et les menaces à la paix existent, mais sont sous contrôle, sans être apparents. Ces trois modalités contextuelles, dénotant des niveaux de fragilité différents, semblent nuancer les défis auxquels la société civile fait face, surtout en termes de niveau d'espace réellement accordé à la société civile et la latitude qu'elle se donne elle-même pour s'exprimer ou assurer son implication dans la mise en œuvre des ODD.

#### Environnement favorable, implication de la société civile et partenariats

Dans les trois pays, la société civile estime ne pas être suffisamment impliquée au processus de mise en œuvre des ODD.

En Côte d'Ivoire une initiative de la société civile a fédéré les actions de trois faitières d'OSC dans le but de coordonner sa contribution aux ODD et de mutualiser les moyens pour ne laisser personne pour compte. Le Gouvernement ivoirien, sans ouvertement fermer l'espace à la société civile, reste cependant relativement indifférent, tant que celle-ci n'engage pas de plaider sur sa

participation. Les mécanismes officiels d'inclusion sont plutôt rares et une plateforme multi-acteur n'a été proposée, en recommandation, que récemment, lors de l'atelier de validation du rapport de l'ENV de Côte d'Ivoire.

En République Centrafricaine, il n'existe pas véritablement d'espace officiel d'inclusion de la société civile dans la mise en œuvre des ODD, mais les autorités au Ministère en charge de la coordination des ODD semble très ouverts à recevoir la contribution de la société civile. Cependant, les OSC ont de la peine à capitaliser les opportunités de plaider ainsi offertes, faute d'initiative propre de mobilisation autour des ODD et d'une coordination efficace dans ce domaine.

Quant au Tchad, le pays dispose de structures officielles d'inclusion de la société civile, notamment un Comité technique interministériel pour les ODD, une Coordination nationale des ODD avec des représentants de la société civile, une Coordination des ODD à l'Assemblée nationale et un Groupe de Coordination des ODD à la Chambre de Commerce. De plus un membre de la société civile a été nommé Ambassadeur pour les ODD au Nations Unies par le Secrétaire General Antonio Gutierrez. En dépit de l'existence de ces espaces et atouts, la société civile tchadienne reste peu entreprenante pour améliorer son niveau d'implication dans la mise en œuvre des ODD.

#### Appropriation communautaire

Le niveau d'appropriation communautaire des ODD dans les trois pays reste très faible. La mise en œuvre des ODD au niveau local ne semble pas avoir été inscrite au rang des priorités. Aucun véritable processus de sensibilisation communautaire n'a été mis en œuvre et le travail de la société civile à cet égard n'est pas suffisamment capitalisé, faute de diffusion, d'échange d'expérience et d'un mécanisme efficace de restitution et de compte rendu entre différentes parties prenantes et entre les OSC elles-mêmes.

## Conclusion

L'observation de la situation en Côte d'Ivoire, en RCA et au Tchad suggère que les facteurs déterminants du niveau d'implication de la société civile dans la mise en œuvre des ODD varient en fonction du degré ou du type de fragilité du pays. Mais, au-delà des apparences qui peuvent être trompeuses, ce niveau d'implication dépend surtout des capacités de la société civile à se donner les moyens de s'adapter au contexte national de gouvernance publique. On note ainsi trois modalités vis-à-vis de l'implication de la société civile : (1) un défaut d'espace officiel avec indifférence des pouvoirs publics ; (2) un défaut d'espace officiel avec bienveillance des pouvoirs publics ; et (3) une disponibilité d'espace officiel sans bienveillance des pouvoirs publics.

L'enjeu pour la société civile, pour être plus efficace dans sa contribution à la mise en œuvre des ODD est de savoir naviguer entre ces modalités. Cet enjeu devrait forcément déterminer le type d'appui à apporter aux OSC dans les pays fragiles pour atteindre de meilleurs résultats. Une combinaison des leçons retenues dans les trois pays au sortir des ateliers résume bien la considération de base qui devrait orienter la définition des orientations de la collaboration avec ou de l'appui aux OSC dans les pays fragiles.

En effet, la société civile est une force qui peut, en s'appuyant sur sa proactivité, positivement influencer l'action du gouvernement dans la mise

en œuvre des ODD. La coordination de ses actions en mutualisant les moyens peut améliorer ses prises d'initiatives et ses performances. Pour cela, la communication entre les acteurs de la société civile et les populations à la base est essentielle pour permettre aux communautés de s'approprier les ODD et s'impliquer plus activement. De plus, une meilleure coordination des actions d'une société civile proactive peut permettre de mieux utiliser les espaces officiellement offerts, pour capitaliser les nombreux acquis et véritablement influencer la mise en œuvre des ODD.

## Recommandation

Au sortir des ateliers soutenus par la CSPPS en Côte d'Ivoire, en RCA et au Tchad, il est important de mettre un accent particulier sur le renforcement des capacités de la société civile, dans les pays fragiles, à naviguer dans leurs réalités contextuelles, pour pouvoir profiter des espaces quand ils existent ou de s'ajuster dans la proactivité quand ces espaces n'existent pas. Pour ce faire il serait intéressant de faire suivre l'observation réalisée grâce à ces ateliers, par une véritable cartographie des pays fragiles à la lumière des trois modalités de situation identifiées, afin d'avoir une bonne référence pour élaborer une stratégie de poursuite de l'intervention de la CSPPS en Afrique.

## Martin Tsounkeu

**Économiste du développement**  
**Expert ODD et Financement pour le développement**  
**African Development Interchange Network (ADIN)**

---

# MISE EN OEUVRE DU PROJET READY FOR REVIEW DANS LES AUTRES PAYS MEMBRES DE LA PLATEFORME



La RCA, la Côte d'Ivoire et le Tchad ne furent pas les seuls pays membres de la Plateforme dont les gouvernements entreprirent des ateliers de consultation dans le cadre du processus VNR de 2019. La Sierra Leone et le Timor Oriental ont également rédigé cette année-là leur rapport national sur les ODD. À ces deux pays s'ajoute le Nigéria, dont le gouvernement n'a pas effectué de VNR en 2019, mais dont la société civile a jugé

pertinent et stratégique de toutefois d'effectuer cette exercice d'évaluation. Avec l'appui additionnel de la Commission Européenne, la CSPPS a pu contribuer sur le plan financier à la mise en œuvre d'ateliers de consultation similaires et faire participer et contribuer les membres de la société civile locale issus de ses équipes-pays en Sierra Leone, au Nigeria et au Timor Oriental.

## SIERRA LEONE

Makeni City, 21-22 juin 2019

En Sierra Leone, la CSPPS s'est associée au réseau TAP pour co-financer un atelier sur le processus RNV et l'ODD 16 à Makeni en juin, organisé conjointement par ChildHelp Sierra Leone, le Secrétariat des acteurs non étatiques et l'équipe pays de la CSPPS. Le Secrétariat CSPPS a assuré la coordination entre les réseaux locaux sur le terrain. En plus de produire des recommandations politiques, les participants à l'atelier ont mis sur pied un groupe d'action ODD 16+ pour assurer le suivi et la coordination à l'échelle nationale.

L'objectif principal de la conférence était de réunir les organisations de la société civile, afin de renforcer les connaissances sur l'ODD 16 / VNR dans le pays, de fournir une opportunité et une plate-forme pour un examen objectif et critique



des progrès de la Sierra Leone dans la mise en œuvre du processus des ODD / VNR; construire un consensus sur les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis; et parvenir à un consensus sur l'aide dont les OSC de la Sierra Leone ont besoin pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable.

La conférence rassembla environ 100 participants issus des rangs de la société civile locale, y compris des membres du Groupe de Coordination des OSC sur les ODD, de l'équipe-pays CSPPS / New Deal et du Réseau TAP.

# TIMOR ORIENTAL

Dili, 18-19 juin 2019

Au Timor-Leste, l'organisation du point focal CSPPS est un membre permanent du groupe de travail du gouvernement sur les ODD qui a préparé le rapport national sur les ODD. En outre, CSPPS, le Réseau TAP, Asia Development Alliance (ADA) et des partenaires locaux ont co-organisé un atelier sur l'ODD 16 à Dili les 18 et 19 juin, peu après la publication du rapport national du gouvernement sur les ODD. Le message clé principal à retenir de ce processus de consultation VNR est le suivant :

« le Timor Oriental est passé de la lutte traumatique pour l'indépendance et d'une période d'agitations civiles et de conflits à une nation démocratique axée sur la construction d'un État et l'accélération des progrès en matière de développement durable. Il est essentiel de tirer le meilleur parti des partenariats et d'exploiter soigneusement les ressources nationales et internationales pour financer le développement durable. »

# NIGÉRIA

Lagos, 2-3 juillet 2019

L'atelier de suivi sur l'ODD 16+ a été organisé par la Coalition de la société civile sur le développement durable (CSCSD), organisation point focale du Réseau TAP, et le Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique (CSDEA), organisation point focale de la CSPPS, et ce en collaboration avec l'Institut pour la paix et la résolution des conflits (IPCR), et du Ministère fédéral des Affaires étrangères, et rassembla au total 42 participants. Le projet a été mis en œuvre avec le soutien généreux du Réseau TAP et de la CSPPS. L'atelier avait pour objectif de passer en revue les activités, les réussites, les défis et la voie à suivre de la mise en œuvre de l'ODD 16 au cours des quatre dernières années au Nigéria. Plus spécifiquement, il s'agissait de : (1) Continuer à renforcer la sensibilisation et la compréhension autour des ODD en mettant un accent particulier sur l'ODD 16 (promouvoir des sociétés pacifiques



et inclusives, fournir un accès à la justice et mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives) ; (2) Créer un thème de plaidoyer autour de chacune des cibles de l'ODD16 en tant qu'outil supplémentaire d'engagement des OSC avec les gouvernements ; (3) D'évaluer le bilan du Nigéria dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable par rapport au FPHN de 2019 ; et (4) D'identifier et d'élaborer des stratégies pour les champions du plaidoyer de l'Objectif 16 pour le suivi et la mise en œuvre de l'Objectif 16 et des rapports alternatifs.



## FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) pour le développement durable est l'enceinte des Nations unies pour le suivi, à l'échelle globale, de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de ses 17 Objectifs de développement durable (ODD). Il se réunit à New York sous les auspices du Conseil économique et social (Ecosoc) de l'ONU chaque année et, tous les quatre ans, sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations-Unies au niveau des chefs d'État et de gouvernement – ce qui fut le cas pour l'année 2019. Il est organisé en deux temps : un segment technique de discussions et de préparations entre experts puis un segment ministériel. Les « revues nationales volontaires », qui présentent la mise en œuvre des ODD par chaque État, constituent le temps fort du segment ministériel. Des "événements parallèles" ainsi que des "événements spéciaux" sont organisés tout au long du Forum sur des sujets particuliers liés tel ou tel aspect de la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

### Mercredi 10 juillet

#### « Mise en lumière des meilleures pratiques : la société civile comme moteur de progrès sur l'ODD 16+ »

Organisateurs : Réseau TAP, CSPPS, Saferworld, GPPAC et Namati. Cet événement parallèle a permis à la société civile travaillant aux niveaux national et local de présenter son travail pour faire avancer l'ODD 16 dans son propre contexte. En outre, les participants ont eu l'occasion de partager leurs réflexions sur

En 2019, le thème du Forum était « encapaciter (empowering) les personnes et assurer l'inclusivité et l'équité ». Une délégation de la CSPPS - composée des membres du Secrétariat et des délégués de la Côte d'Ivoire, du Tchad, de la République Centrafricaine, de la Sierra Leone, d'Afghanistan et du Nigeria - a été constituée pour assister et participer aux événements parallèles liés à l'ODD 16 qui ont lieu en marge du FPHN et parfois (co-)organisés par la CSPPS et/ou ses partenaires.

La CSPPS a soit organisé soit participé à un nombre important d'événements parallèles et spéciaux en marge des revues nationales volontaires. La liste (non-exhaustive) ci-dessous offre un aperçu des événements phares auxquels a pu participer et contribuer la CSPPS au cours du FPHN 2019.

les lacunes dans la mise en œuvre ou les capacités en ce qui concerne l'ODD 16, et sur les domaines dans lesquels un appui supplémentaire est nécessaire. Les participants ont eu l'occasion de rencontrer un large éventail d'acteurs de la société civile au niveau national dans le cadre de sessions de travail au format World Café, ce qui a permis un dialogue engageant et interactif entre les participants. Les délégués CSPPS de Côte d'Ivoire et de Sierra Leone ont animé l'une des tables du World Café et ont partagé leur expérience respective concernant l'organisation d'ateliers de consultation VNR.



**Jeudi 11 juillet**

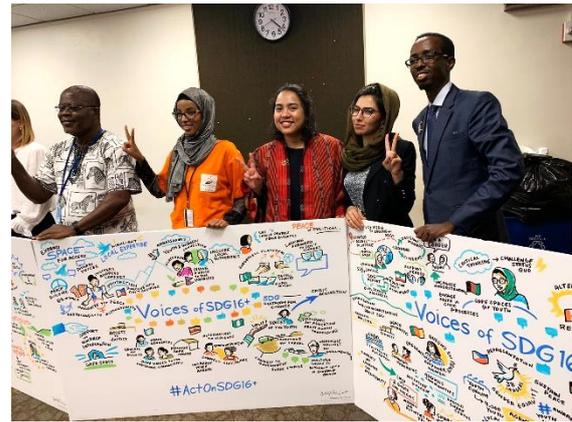
## « Table ronde d'experts des Voix de l'ODD 16 »

Saferworld, le réseau TAP et l' ISC/SDG-CI (IPI) ainsi que huit partenaires de la campagne ont lancé la campagne *Les Voix de l'ODD 16+ : Histoires pour une action mondiale* qui recueille des histoires d'efforts et d'initiatives populaires provenant du monde entier et qui mettent en œuvre les objectifs de l'ODD 16+. Les participants de la société civile viennent d'Afghanistan, du Cameroun, du Canada, du Guatemala, du Guatemala, de l'Inde, du Kenya, du Népal, des Philippines, du Somaliland, de l'Ouganda et du Yémen, et ont été sélectionnés parmi plus de 200 vidéos de dirigeants locaux et d'acteurs à travers le monde qui travaillent à mettre en œuvre le Programme 2030 et son engagement pour la paix, la justice et la participation. Cette table ronde d'experts s'est concentrée sur le travail

que ces agents de changement de l'ODD 16+ font pour faire progresser l'ODD 16+ dans leurs communautés. Ils ont eu l'occasion de raconter leurs expériences sur les meilleures pratiques et les efforts entrepris en faveur de l'ODD 16+ aux niveaux national et local, avec l'occasion pour tous les participants de partager leurs propres expériences et



d'échanger les enseignements tirés au cours des dernières années de mise en œuvre. La délégué de la société civile d'Afghanistan, parrainé par la CSPPS, faisait partie des 12 participants sélectionnés. Malgré sa présence parmi les gagnants de la campagne vidéo, le point focal CSPPS du Yémen fut également sélectionné mais n'a pas pu être présent en raison de problèmes de visa.



**Vendredi 12 juillet**

## Inauguration du Rapport "Empowering Civil Society for Reporting and Action on SDG16+"



Tenue à la Mission Permanente de la République de Corée auprès de l'ONU. Publié en partenariat par le Réseau TAP, ADA et Forus, avec des contributions de CIVICUS, CSPPS, GFMD, GPPAC, Namati, Saferworld et

Transparency International, présente une compilation d'études de cas nationales de la société civile et de rapports de la société civile sur l'ODD16. Il fournit une analyse d'une gamme d'approches et de méthodologies utilisées par la société civile pour la mise en œuvre et le suivi de l'ODD 16 par la société civile, en particulier en ce qui concerne l'élaboration et la diffusion des rapports de projecteurs. Le rapport examine également les lacunes, les défis et les possibilités d'une responsabilisation solide à tous les niveaux, et formule des recommandations clés pour améliorer le suivi et l'action de la société civile à l'avenir. Le CSPPS a rédigé un chapitre du rapport intitulé " Appuyer la société civile dans les États fragiles et touchés par des conflits qui présentent un VNR en 2019 : présentation des ateliers nationaux de la société civile de l'ODD 16 en 2019 ".



## Examen Officiel de l'ODD 16 au Secrétariat de l'ONU

Marina de Paiva, membre du Secrétariat CSPPS, a livré un discours au nom du Grand Groupe des ONG pour présenter la Déclaration de Rome de la Société Civile sur l'ODD 16+ et mettre en avant les recommandations clés du document.

**Samedi 13 et dimanche 14 juillet**

## Réunion de Haut Niveau du Partenariat Global pour la Coopération au Développement Efficace (GPEDC)

La Réunion a souligné l'importance et la contribution de l'efficacité en présentant des outils – provenant des pays et également pour ces derniers - pour rendre la coopération au développement plus efficace. Ont été présenté de nouvelles approches de l'efficacité dans différents contextes et de nouvelles pistes ont été tracées, compte tenu des tendances mondiales, pour faire progresser l'efficacité. La Réunion a également permis de mieux comprendre plusieurs objectifs examinés dans le cadre du Forum Politique de Haut Niveau de 2019, notamment les objectifs 17 (Partenariats pour les objectifs), 8 (Travail décent) et 16 (Paix, justice et institutions solides), ainsi que de nouvelles données sur l'objectif 5 (Égalité des sexes). Lors de la deuxième réunion de haut niveau à Nairobi en 2016, les parties prenantes ont convenu de prolonger le cycle des réunions

autonomes de haut niveau du Partenariat mondial et d'organiser des réunions de haut niveau au niveau immédiatement inférieur à celui des ministres. La Réunion de haut niveau de 2019, qui fait le lien entre Nairobi et la prochaine Réunion de haut niveau, est la première du genre et cherchera à galvaniser les gouvernements, la société civile et d'autres acteurs au sujet du "changement de vitesse" nécessaire pour accélérer la mise en œuvre des ODD au niveau national et mondial. Samedi après-midi, les délégués de la CSPPS de Côte d'Ivoire et de République Centrafricaine ont participé au panel d'une session en petits groupes sur " Une coopération au développement efficace dans des contextes fragiles ".



**Lundi 15 juillet**

## Réunion Ministérielle du IDPS

Organisée par le Secrétariat IDPS à la Mission Permanente du Canada auprès des Nations Unies. Les coprésidents du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS), le ministre de la Planification et du Développement économique de la Sierra Leone, S.E. Francis Kaikai, l'Assistante Députée du Ministre des Affaires Étrangères du Canada, Mme Elissa Goldberg ont dirigé l'inauguration ministérielle de l'IDPS 2019-21 Peace Vision.

Les remarques d'ouverture ont été suivies d'un débat d'experts de haut niveau, représentant les trois groupes d'intérêt de l'IDPS, avec la participation de ministres du g7+, de représentants de haut niveau INCAF et CSPPS. Les membres de la CSPPS présents ont soulevé des questions concernant le suivi du processus VNR dans en Sierra Leone dans le contexte de la vision de l'IDPS, et l'inclusion de la société civile et des jeunes dans les plans gouvernementaux.

# Principaux enseignements tirés

Réflexions du CSPPS Secrétariat sur la première édition du Projet Ready for Review

## **Les activités de consultation RNV peuvent constituer un point de départ pour enclencher et améliorer un dialogue et une meilleure coordination entre gouvernement et société civile**

Il est essentiel d'engager le dialogue très tôt avec une variété d'acteurs clés nationaux et internationaux, et d'acquérir une bonne compréhension de ce qui est en préparation, de réaliser comment mieux coordonner les activités, de se répartir les tâches entre organisations, et de former des coalitions qui peuvent cimenter des relations de travail prometteuses. Par exemple, en Côte d'Ivoire, le partenariat établi entre la CSPPS et son équipe-pays avec la plate-forme de la société civile locale ISC-ODD/CI et le PNUD n'a pas pris fin après la tenue des ateliers consultatifs.

Un VNR publié ne doit pas être considéré comme la fin d'un processus, mais plutôt comme un moyen de poursuivre la consultation et le dialogue. Dans l'idéal, un rapport VNR devrait brosser un tableau réaliste, en mettant en évidence les réalisations à ce jour, mais aussi les défis qui restent à relever et qui nécessitent une action de suivi. Il est suggéré que les orientations pour le suivi post-VNR s'appuient davantage sur des processus de consultation qui garantissent l'inclusion et l'engagement de plusieurs parties prenantes à la fois dans la validation du rapport, mais aussi dans la réflexion quant aux prochaines étapes et la manière dont les conclusions du VNR peuvent consolider les processus de planification du développement national.

## **La société civile doit réaliser quelle est sa valeur ajoutée et la mettre en évidence**

Contrairement au gouvernement ou au PNUD, la société civile jouit d'une proximité absolue avec les préoccupations, les doléances et les attentes de la population. La méthodologie de l'atelier a donc été mise au point pour faire ressortir cette valeur ajoutée qualitative de la contribution de la société au processus RNV afin non pas de remplacer mais de compléter l'appui plus technique fourni par les experts et consultants du PNUD (collecte de données quantitatives, etc.) chargés d'élaborer le rapport national sur les ODD.

## **Le manque d'expérience en matière de RNV peut être pallié en s'organisant et se préparant à l'avance**

Les pays qui présentent pour la première fois leur examen mais qui se sont préparés à l'avance au processus RNV ont pu "faire un saut dans l'inconnu" avec plus d'assurance pour rendre compte pour la première fois de l'état d'avancement de l'ODD 16 et mieux faire face aux défis inattendus survenus. Par exemple, en République Centrafricaine, le gouvernement a mis sur pied un comité interministériel multipartite sur les ODD peu après son annonce en juillet 2018 de présenter son rapport RNV en 2019. La mise en place d'un tel comité a permis au gouvernement de cerner les défis et opportunités tôt dans le processus, lui permettant d'y répondre de façon appropriée et de collaborer avec les partenaires nécessaires.

### **Les contextes varient, d'où leur importance**

L'espace civique, ou espace de la société civile, détermine où et dans quelle mesure la société civile est activement invitée à faire partie intégrante du processus de consultation. Le succès dépend dans une large mesure de la volonté politique au niveau national de permettre l'inclusion, la participation et la contribution sérieuses de la société civile au cours des processus RNV.

### **La communication est aussi importante que la qualité de l'inclusion et de la participation**

Les gouvernements doivent faire des efforts pour inclure la société civile dans les processus RNV. Toutefois, les efforts doivent venir des deux côtés. Une fois que les représentants de la société civile ont été inclus dans des comités sur les ODD et ont accès à des informations clés, il est du devoir de la société civile de saisir cette chance afin de mobiliser l'ensemble de ses membres en mettant en place une communication proactive et coordonnée et en tenant des consultations de façon régulière. Plus une personne est impliquée dans un processus RNV (p. ex. au sein d'un comité interministériel national des ODD), plus elle a accès à des informations clés et se trouve dans une position unique pour influencer le contenu d'un rapport RNV.

Cette capacité d'influencer le contenu des échanges s'accompagne d'une responsabilité encore plus grande, celle de rendre compte de l'état d'avancement des discussions et des résultats préliminaires à l'ensemble des parties prenantes par des canaux de communication efficaces. Par exemple, au Tchad, un tel système de rétroaction entre la société civile à l'intérieur et à l'extérieur du processus RNV n'a pas fonctionné de manière optimale, ce qui, rétrospectivement, en fait une occasion manquée pour avoir un impact

plus important et influencer efficacement le débat politique. En d'autres termes, l'inclusion et la participation s'accompagnent de la responsabilité, de la transparence et de l'obligation de rendre compte à ses membres.

### **Outre l'obtention d'un soutien financier de la part des donateurs, il est essentiel d'inclure leurs délégations locales en tant que parties prenantes à part entière dans le processus**

L'appui fourni par les donateurs bilatéraux et multilatéraux a contribué à créer un environnement propice au dialogue coordonné et concerté sur les processus RNV et le contenu des rapports nationaux sur les ODD - avec la participation de représentants de ces mêmes donateurs dans le processus engagé, soit en consultation, soit comme acteur et participant dans le processus lui-même.

### **La société civile comprend les possibilités offertes par le processus RNV et souhaite en faire davantage**

La société civile ne veut pas se limiter à un rôle d'évaluateur qualitatif. Elle souhaiterait contribuer activement au processus et faire entendre sa voix dans l'examen stratégique des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Partout où les équipes nationales CSPPS ont été à la tête de l'organisation et de l'accueil d'ateliers consultatifs sur l'ODD16 et le RNV, nous pouvons témoigner de la volonté écrasante de la société civile d'avoir les moyens, capacités et ressources pour contribuer à la collecte et à l'analyse des données dans un avenir proche, avant que leur gouvernement respectif ne prenne à nouveau la décision de revoir les progrès nationaux sur l'Agenda 2030.

**Dans la mesure du possible, il faut ouvrir le processus de planification d'atelier RNV à d'autres organisations locales en plus des partenaires locaux traditionnels**

La bonne organisation et coordination de la société civile autour de domaines thématiques clés est utile et a fourni un point d'entrée pour des discussions stratégiques sur la manière

dont le processus RNV pourrait être soutenu par l'appui de collègues de l'équipe pays CSPPS en partenariat avec des partenaires locaux du Réseau TAP et d'autres représentants de la société civile. Des exemples tirés de l'expérience de nos pays témoignent de la valeur ajoutée d'une approche multipartite engagée dans le contexte de l'examen des ODD et des consultations RNV.

# Suivi post-2019

## À L'ÉCHELLE NATIONALE

### Suivi pour les pays qui ont effectué un VNR en 2019

Pendant le FPHN de New York en juillet, le Secrétariat de la CSPPS, les points focaux CSPPS des trois pays francophones cibles, de la Sierra Leone, et l'expert/consultant ADIN ont eu l'occasion de discuter des résultats préliminaires et des leçons tirées du processus jusqu'à présent, ainsi que de réfléchir à une stratégie qui permettrait de traiter les priorités les plus urgentes pour la société afin d'assurer un suivi efficace du processus VNR de 2019.

L'idée principale qui ressort de cette réunion est la suivante : **le suivi du VNR post-FPHN pour la société civile devrait être divisé en trois activités principales** pouvant être séquencées en différentes étapes :

(1) **le renforcement des capacités** de la société civile afin d'améliorer et d'accroître sa participation aux processus VNR, tant au niveau abstrait (par exemple, séance de sensibilisation et d'information autour de l'Agenda 2030, des ODD, etc.) qu'au niveau pratique (cartographie du contexte national et du cadre officiel mis en place par le gouvernement pour évaluer le progrès sur les ODD).

(2) la mise en place d'un **système de communication et d'un mécanisme de retour d'information** bien coordonnés et réactifs entre les OSC engagées dans la réalisation des ODD 16+ ;

(3) **mettre en valeur et capitaliser sur les meilleures pratiques et les initiatives réussies**

de la société auprès en guise de sensibilisation auprès des institutions gouvernementales.

Il convient de relever qu'au moment de la rédaction de ce rapport, des propositions de projets allant dans ce sens ont été soumises à l'attention du Secrétariat par les équipes-pays de Côte d'Ivoire, de République Centrafricaine et du Tchad, et sont en cours d'évaluation par le Comité Exécutif de la Plateforme.

### Préparation des pays qui vont effectuer un VNR en 2020

À l'occasion de la Rencontre Annuelle de la CSPPS d'Addis-Abeba de décembre 2019, le Secrétariat a organisé un échange entre les pairs des membres de la Plateforme qui ont mis en œuvre des ateliers de consultations de la société en vue de contribuer au rapport nationaux sur les ODD de leurs pays respectifs en 2019. Trois aspects ont été soulignés au cours de cette session de la Rencontre Annuelle, et ce notamment dans le but de vulgariser le processus aux pays membres de la Plateforme qui vont remettre leur rapport VNR en 2020 : (1) le contexte et les défis nationaux, (2) les bonnes pratiques, et (3) les enseignements tirés pour nourrir les futures éditions.

Les pays suivants membres de la Plateforme vont présenter leur rapport VNR en 2020 (pour certains pour la première fois): Le Burundi, la République Démocratique du Congo, le Libéria, la Libye, le Nigeria, le Népal, la Papouasie Nouvelle Guinée, les Îles Solomon, l'Uganda et le Zimbabwe.

# À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

## Le Consortium sur la Localisation de l'ODD16+

Quatre ans après l'avènement de l'Agenda 2030, le Rapport sur les objectifs de développement durable 2019 lance un appel mondial à l'action sur l'ODD16+ que nous ne pouvons ignorer. Le statu quo ne suffira pas. Cela a incité quatre organisations et plateformes travaillant sur l'ODD16+, en particulier sur les éléments de sociétés pacifiques et inclusives, à former le Consortium sur la Localisation de l'ODD16+ pour accélérer et élargir la réalisation des objectifs de l'ODD16+ à l'échelle nationale.

Ce consortium – qui regroupe la **Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (CSPPS)**, le **Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés (GPPAC)** et le **Réseau Transparence, Responsabilité et Participation (Réseau TAP)** - travaillera à traduire l'engagement mondial pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives en actions dans différents contextes dans le monde par les actions suivantes, permettant la réalisation de l'ODD16+ :

- *Renforcement des capacités et sensibilisation* : Renforcer les capacités et sensibiliser la société civile à l'utilisation de l'ODD16+ comme catalyseur du changement aux niveaux national et infranational ;
- *Ancrer l'ODD16+ dans les contextes locaux* : en organisant des consultations significatives avec la société civile et les autorités locales pour déterminer les domaines d'action prioritaires ;

- *Localiser l'ODD16+ avec les gouvernements* : catalyser des processus et programmes nationaux de développement plus inclusifs en phase avec les objectifs de l'ODD16+ en permettant un dialogue continu avec plusieurs parties prenantes ;
- *Faire jouer aux politiques leur rôle de levier et d'influence* : créer de nouveaux espaces innovants aux niveaux local, régional et national pour faciliter le partage des pratiques exemplaires ;
- *La responsabilité* comme fer de lance de l'établissement de rapports inclusifs par les États membres et de la facilitation de rapports indépendants par la société civile pour y parvenir.

Le consortium répond à l'appel lancé par la société civile dans *Amplified Commitments and Partnerships for Accelerated Action : Rome Civil Society Declaration on SDG16+*, déclaration élaborée en mai 2019 et soutenue par plus de 130 OSC, appelant à plus d'efforts pour localiser l'ODD16+, la société civile et les citoyens étant au cœur de ces efforts de localisation.

Dans l'ensemble, l'appui habilitant que le consortium apportera dans le cadre de la localisation de l'ODD16+ permettra de progresser sur des objectifs spécifiques de l'ODD16+ sur la base de priorités déterminées au niveau national.



# Conclusion

---

La CSPPS, en collaboration avec ses partenaires du Consortium sur la Localisation de l'ODD16+, poursuivront les leçons tirées du processus, documenteront les leçons apprises et procéderont à des échanges croisés d'expériences. La présentation des VNR au FPHN est une étape importante, mais pas le point final du processus. Idéalement, l'examen entrepris devrait donner un rapport complet et honnête sur la situation d'un pays dans le processus d'actualisation et de mise en œuvre de l'Agenda 2030 - et doit également indiquer les prochaines étapes et recommandations sur la manière d'accélérer davantage la mise en œuvre de des ODD dans leur contexte national.

Ces ateliers nationaux ont permis à la CSPPS d'aider à assurer l'inclusion, la participation et la contribution significatives des OSC nationales et locales aux étapes de consultation et de validation des processus VNR dans les pays ciblés.

Comme développé dans la section sur les principaux enseignements tirés de ce rapport, il n'existe pas de modèle unique qui convienne à tous pour l'organisation et le lancement d'un processus VNR. Les contextes diffèrent grandement et déterminent les paramètres du processus engagé. Le partenariat de l'IDPS et

les relations existantes avec d'autres parties prenantes impliquées dans le processus VNR ont permis de trouver des points d'entrées stratégiques pour un engagement constructif et une contribution significative de la société civile dans les processus de révision lancés.

Le partenariat noué avec le Réseau TAP dans le cadre des consultations de 2019 a permis aux deux réseaux de mettre en commun leurs ressources et de combiner leurs réseaux partenaires. Les résultats des processus de consultation plus larges de la société civile qui en ont résulté ont contribué à amplifier la voix de la société civile dans les processus VNR de certains pays.

Au nom des membres de la Plateforme, le Secrétariat de la CSPPS espère que les bonnes pratiques mises en valeur et que les enseignements tirés de la première édition du Projet Ready for Review (R4R) serviront à éclairer les processus d'examen ultérieurs. Les processus de consultation du VNR tels qu'ils ont été engagés ont clairement fourni un point d'entrée stratégique pour un dialogue et une coordination continue autour des prochaines étapes de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable au niveau national.

# COORDONNÉES



**CIVIL SOCIETY  
PLATFORM**  
FOR PEACEBUILDING  
AND STATEBUILDING

Cordaid, dans le cadre de son engagement à s'attaquer à la fragilité, accueille la Plateforme de la Société Civile pour la Consolidation de la Paix et le Renforcement de l'État (CSPPS). Le Secrétariat est géré et coordonné par Peter van Sluijs, stratège senior à Cordaid.

Vous trouverez ci-joint les coordonnées du Secrétariat et n'hésitez pas à nous contacter pour toute question.

*Adresse Postale*

CSPPS  
c/o Cordaid  
Grote Marktstraat 45, 2511 BH  
The Hague, Netherlands

## Membres du Secretariat CSPPS

**Peter van Sluijs**

Coordinateur du Secrétariat de la CSPPS

E: [Peter.van.Sluijs@cordaid.org](mailto:Peter.van.Sluijs@cordaid.org)

**Marina de Paiva**

Responsable de Programme  
E: [Marina.de.Paiva@cordaid.org](mailto:Marina.de.Paiva@cordaid.org)

**Matthew Wojcik**

Responsable de Programme  
E: [Matthew.Wojcik@cordaid.org](mailto:Matthew.Wojcik@cordaid.org)

**Laure Ruggieri**

Stagiaire E: [Laure.Ruggieri@cordaid.org](mailto:Laure.Ruggieri@cordaid.org)

Site Internet  
[www.cspps.org](http://www.cspps.org)

Twitter  
[@idps\\_cspps](https://twitter.com/idps_cspps)

Facebook  
[@civilsocietyplatform](https://www.facebook.com/civilsocietyplatform)